

LÉGISLATION

D U K 7

DIVORCE.

*Ce qui tint les Mariages si long-tems en honneur
& sûreté fut la liberté de les rompre.*
MONTAIGNE. Liv. 2. chap. 15.

DEUXIEME ÉDITION.

E. By Cerfvol.



L O N D R E S.

M. DCC. LXX.





JUGEMENT

*Des Auteurs du Journal Encyclopédique , sur la LÉGISLATION
DU DIVORCE (a).*

C'EST pour les Citoyens sages & éclairés; c'est pour l'humanité; c'est enfin pour les intérêts sacrés de la Religion, que le généreux Anonyme propose ses estimables vues, & le rétablissement d'un usage pratiqué par nos Peres, consacré par les Livres saints, observé encore de nos jours dans un royaume catholique, & qui n'est resté interrompu parmi nous, pendant quelques siècles, qu'au détriment des mœurs, & au plus grand préjudice de la population. Le Divorce n'est opposé ni à la Religion, ni à la saine Politique: c'est encore une vérité que l'Anonyme a prouvée de la plus convaincante manière.

C'est à l'usurpation de l'un des deux pouvoirs sur l'autre, que l'Auteur attribue, avec raison, une foule d'abus qui ont été érigés en Loix, & l'énorme tyrannie de bien des préjugés, que l'ignorance ne respecte que parce qu'elle les voit autorisés par une longue prescription. Mais c'est à la raison qu'il appartient, dans ce siècle

(a) La Législation du Divorce, imprimée à Londres, se trouve à Bouillon & dans les principales Villes de l'Europe.

philosophique, de soulever le voile que l'erreur & le fanatisme ont étendu & épaissi dans les tems ténébreux, qui ont précédé notre âge.

Or, ce fut dans ces mêmes tems de ténèbres, que l'usage du Divorce entre époux fut supprimé : usage, qui ayant été auparavant la coutume de tous les peuples, n'a point, par cela même, besoin d'être justifié. » Toutes les Eglises l'ont
 » adopté, si l'on en excepte la nôtre, qui
 » cependant n'a pu être toujours exceptée,
 » & ne peut l'être encore absolument de
 » nos jours. C'est donc en vain qu'un
 » zèle peu éclairé objecte contre le Di-
 » vorce, la Catholicité que nous profes-
 » sons. La conduite des premiers siècles
 » du Christianisme, pendant lesquels le
 » Divorce fut un acte légitime, l'exem-
 » ple plus récent, & toujours subsistant,
 » d'un royaume catholique, où le Divor-
 » ce est compris dans le Code des Loix
 » nationales, & s'exerce sans sortir de
 » l'ordre, feront toujours un argument
 » invincible, pour prouver que le Divor-
 » ce & la Religion ne sont pas incom-
 » patibles. »

Il est incontestable, ainsi que l'Anonyme le prouve dans la première Partie de sa Législation, que le Divorce a été universellement pratiqué dans les Etats Chrétiens, pendant les dix premiers siècles de l'Eglise, soit dans l'Empire Romain, soit dans l'Empire d'Orient. Constantin, qui défendit avec tant de chaleur les intérêts de l'Eglise, & la pureté de la Religion, auto-

3
risa le Divorce. Théodose & Valentinien
lui furent plus favorables encore : Justinien
publia des Loix pour assurer la condition
des époux séparés par le Divorce, & Jus-
tin son digne successeur, alla plus loin en-
core. Cet Empereur, » dans une Nouvelle,
» placée parmi celles de son prédécesseur,
» veut que le consentement des deux
» époux soit un motif suffisant pour dis-
» soudre un mariage, sans qu'il soit besoin
» d'exprimer aucune autre raison. » Alors
d'accord avec la puissance civile, le pou-
voir ecclésiastique, ne voyoit dans le Di-
vorce qu'un moyen légitime ; mais dans la
suite, les Papes firent des tentatives au-
près des Empereurs d'Orient, pour sou-
mettre exclusivement le mariage à leur Ju-
risdiction ; ils obtinrent enfin de Léon IV,
qui parvint au Trône en 886 & régna
dans le 10^e siècle, qu'à l'avenir la béné-
diction du Prêtre seroit une formalité in-
dispensable du mariage. Ce Prince érigea
cette solemnité en Loi, mais sans porter
atteinte à la faculté qu'avoient les époux
de se séparer. Bien loin de-là, il rappelle
dans sa constitution tous les cas qui au-
torisent le Divorce & indique même la
folie d'un des conjoints, comme un mo-
tif capable de les délier, & de rendre
à l'autre la liberté de passer à de nou-
velles noces. Charlemagne, que l'on n'ac-
cusera point d'irréligion, assure par ses
capitulaires la légitimité du Divorce, au-
quel il eut recours lui-même, ainsi que
la plupart de ses successeurs, sans que
l'Eglise songeât en aucune manière à ré-

clamer contre cet usage : mais lorsque la
 puissance de ce Héros se fut affoiblie , &
 que plusieurs d'entre les descendans de ce
 grand Prince voulurent jouir du même
 privilège , » les Pontifes lancerent sur
 » eux des foudres bien capables alors d'a-
 » néantir quiconque en étoit frappé. Char-
 » lemagne avoit répudié deux femmes , &
 » il est placé au rang des Saints. C'est qu'il
 » étoit puissant , c'est qu'il retenoit la Cour
 » de Rome dans une crainte respectueuse ,
 » tandis qu'il combloit l'Eglise de ses bien-
 » faits. Plus loin , on voit Lothaire , Roi
 » de Lorraine , son arriere petit-fils , ré-
 » pudier sa femme qu'il n'aimoit pas ,
 » pour épouser Valrade qu'il adoroit ; le
 » Pape Nicolas I. l'excommunie , & par
 » cet acte , livre ses Etats au premier qui
 » voudra les envahir. C'est que Lothaire
 » n'avoit rien à donner , & que loin d'être
 » redoutable à la Cour de Rome , on
 » n'y cherchoit qu'à servir les passions de
 » ses deux oncles , Louis , Roi de Baviere
 » & Charles le Chauve , Roi de France ,
 » dont on respectoit la pleine puissance.
 » Depuis cet événement , plusieurs Rois
 » de la seconde & de la troisieme race
 » ont fait usage du Divorce , mais ils
 » avoient recouvré une portion trop con-
 » sidérable de leur antique puissance , pour
 » que Rome osât s'opposer ouvertement
 » à leurs volontés. Elle se tint dans les
 » bornes de la Remontrance ; s'ils eussent
 » été plus foibles , elle n'eût pas manqué
 » de fulminer. Il seroit assez difficile de
 » concilier la conduite qu'ont tenu les

5

» Papes sur le fait du Divorce , à diverses
» époques. On les voit applaudir à une
» suite considérable de Princes qui pro-
» mulguoient une infinité de Loix favora-
» bles au Divorce , & contraindre d'au-
» tres Souverains à abroger ces mêmes
» Loix. Ils canoniserent Charlemagne , &
» excommunierent Lothaire ; & enfin de
» nos jours , on est damné pour pratiquer
» un usage qui n'excluoit point du Ciel
» encore avant le 10^e siècle , & que plu-
» sieurs Saints du nouveau Testament ont
» pratiqué , &c. »

A la suite de l'exposition exacte du Divorce en Pologne, où les époux peuvent, pour des raisons marquées par les Loix, se séparer & contracter de nouveaux mariages, l'Anonyme passe dans la seconde Partie aux moyens de concilier les deux puissances , & de les rendre l'une & l'autre favorables au Divorce. Il avance & prouve par un calcul exact que la proscription du Divorce est l'une des plus funestes causes de la dépopulation. » Le
» Célibat libertin, dit-il, qui domine par-
» mi nous, joint au Célibat ecclésiastique,
» qui est de droit pour nos Prêtres , &
» encore au Célibat où nous sommes con-
» traints de retenir nos troupes, nous pri-
» vent de deux millions d'ames par gé-
» nération. C'est une vérité arithmétique,
» fondée sur des dénombremens généraux,
» sur l'état actuel du Célibat, & enfin sur
» les dénombremens particuliers faits par
» approximation de l'état où se trouvent
» aujourd'hui quelques Provinces , dans

» lesquelles la masse des naissances perd
 » un septieme , au moins sur la compa-
 » raison.... Je suppose pour un moment
 » que l'Europe entière se partage en deux
 » confédérations , l'une au Midi , l'autre
 » au Nord ; l'une catholique & admet-
 » tant un systême dépeuplant ; l'autre pro-
 » testante , n'ayant point de Célibataires
 » par état , donnant à la population tout
 » son ressort qui est la liberté dans le ma-
 » riage , il arrivera dans un certain espace
 » de tems , que la premiere confédération
 » perdra au moins la prépondérance ,
 » quand la seconde , à son exemple , se
 » sera combinée. Dans le Nord , on a
 » languì pendant plusieurs siècles sous un
 » Gouvernement sans principe ; mais la
 » réforme qui s'y introduisit dans le 16^e
 » siècle , commença à faire pancher la ba-
 » lance , & sur-tout le Divorce qui y a
 » été admis..... Lors donc que la confé-
 » dération du Nord s'ébranlera , elle em-
 » ploiera dans l'attaque & la défense , une
 » force neuve ; ses armées seront nom-
 » breuses & robustes. La confédération du
 » Midi n'aura pour elle qu'un foible nombre
 » de troupes énervées par les maladies qui
 » résultent des mauvaises mœurs , & qui
 » n'auront que le courage à opposer à la
 » multitude & à la force. Encore pour
 » arrêter ou suspendre les efforts des en-
 » nemis , à quels moyens sera-t-elle forcée
 » de recourir ? Il lui faudra arracher le
 » cultivateur à la terre , sacrifier l'espoir
 » entier des générations suivantes ; & s'il
 » lui arrivoit d'essuyer quelques défaites

» sanglantes ; qu'une grande guerre se
 » perpétuât , ou que deux petites se suc-
 » cédassent rapidement , où retrouveroit-
 » elle des hommes après en avoir détruit
 » les principes ? C'est une réflexion que
 » faisoit le Maréchal de Saxe....,,

L'Anonyme prouve que les mariages ne
 seront féconds & heureux , que lorsqu'ils
 cesseront d'être indissolubles ; que les Loix
 qui contraignent les affections du cœur ,
 sont nécessairement irritantes , & qu'il ne
 dépend , ni des Loix , ni des défenses , ni
 des ordres , de changer les sentimens ; que
 le désir d'avoir une postérité est commun
 à presque tous les hommes , & que l'indis-
 solubilité des mariages discorde rend ce dé-
 sir stérile. » Comme c'est principalement
 » pour la France que j'écris , je prends
 » mes exemples chez elle. Je suppose qu'on
 » en divise le peuple en deux Classes : la
 » première , sera composée de deux sor-
 » tes d'hommes ; des Prêtres , des Nobles ,
 » & de tous ceux que la fortune met au
 » ton de la Noblesse. Je dis que ces deux
 » especes atténuent également la popula-
 » tion ; l'une , parce qu'elle est impuissante
 » de droit ; l'autre , parce que la corruption
 » la rend impuissante dans le fait. Toutes
 » deux font une dépense excessive d'hom-
 » mes qu'elles emploient à un luxe mal
 » entendu , & qu'elles rendent souvent les
 » compagnons involontaires de leur sté-
 » rilité , &c. »

Le Divorce remédiera à ces malheurs
 son premier effet sera de mettre cette fou-
 le innombrable de Célibataires , qui sur-

chargent la Société, dans le cas de se marier, parce qu'ils ne seront plus retenus par la crainte d'un mariage éternel. Les mariages seront, & plus nombreux, & plus féconds, parce qu'ils seront moins troublés par les Célibataires, dont le nombre sera diminué. Par le moyen du Divorce enfin, vous tirez parti du vice même, & vous vengez la nature opprimée, sans employer la voie de la force.

On lira à la suite de ces réflexions une esquisse, d'autant plus intéressante, qu'elle n'est que trop vraie, des maux que produit l'indissolubilité du mariage. Après quoi l'Auteur continue le détail important des bons effets, qui doivent nécessairement résulter du Divorce légal, qui, quand il ne produiroit d'autre bien, que de repeupler la première classe de l'Etat, où l'on ne contracte gueres que des mariages d'intérêt & discords, seroit par cela même que toutes se ressentiroient de son utilité.

» L'Etat, comme une montre, est un
 » corps composé de divers ressorts; qu'un
 » seul soit détruit ou affoibli, l'harmonie
 » générale est détruite... Et qu'on ne soit
 » pas inquiet du sort qui seroit le partage
 » de la plus nombreuse postérité en ce cas.
 » Les troupes, la robe, la finance même,
 » offrent mille ressources pour les uns;
 » pour les autres, les Arts, le Commerce,
 » présentent des moyens de fortune hon-
 » nêtes & sûrs. Voudra-t-on les embrasser?
 » Il faudra bien suivre sa destination; on
 » y sera même conduit sans violence, &
 » entraîné par l'ordre général, qui remet
 » chacun à sa place. »

Dans la troisieme Partie, l'Anonyme dé-
montre, que le Divorce légal est tout aussi
conforme aux plus sages maximes politiques,
qu'il l'est avec les Loix sacrées de la Re-
ligion. » Il est, observe-t-il, quelques Loix
» qui supposent les hommes méchans ;
» peut-être ne l'étoient-ils point tant avant
» l'existence de ces Loix. La contrainte dont
» il ne revient rien à celui qui l'impose, ni à
» la Société, est le dernier période du Despo-
» tisme. C'est elle qui, en harcelant le cœur
» humain, l'irrite & le corrompt. La vertu
» dans les fers est héroïsme, tous n'y peu-
» vent pas atteindre. Peut-être la perpétui-
» té du mariage a-t-elle produit plus d'hor-
» reurs, que l'ambition forcenée des Con-
» quérans, & l'implacable cruauté des ty-
» rans, dont la terre fut inondée dans les
» tems barbares. On pouvoit au moins fuir
» leur présence ; nulle Loi, érigée en dog-
» me, ne forçoit à attendre leurs coups.
» Dans le mariage indissoluble, il faut vivre
» avec son ennemi, quelquefois avec son
» bourreau ; baiser la main qui doit nous
» percer. Pour fuir son tyran, il faut essayer
» d'abord de le détruire, tenter l'emploi
» des moyens honteux, administrer des
» preuves sur des objets, qui souvent n'en
» sont pas susceptibles. Si l'on succombe,
» la fuite est interdite. Il ne reste plus alors
» que la cruelle alternative de vivre infame,
» ou de mourir malheureux.

Il faut voir dans l'ouvrage même le ta-
bleau des mariages, dans un pays où le Di-
vorce est permis, opposé aux mariages dans
les lieux où ils sont indissolubles. » L'effet

» de l'indissolubilité du mariage se réduit
 » à perdre une famille entière, dès que
 » l'un des époux viole les loix de son en-
 » gagement, ou que de fortes raisons les
 » éloignent l'un de l'autre. Tous les senti-
 » mens d'honneur, de religion, ne peuvent
 » souvent tenir contre un malheur qui nous
 » attaque au sortir de l'enfance, & qui
 » menace de nous conduire au tombeau.
 » L'effet du Divorce au contraire, est non-
 » seulement de retenir dans les bornes du
 » devoir, de faire résister aux appas du dé-
 » sordre, d'étouffer des passions vagues
 » dans leur naissance; mais encore de sé-
 » parer l'innocent du coupable, comme on
 » sépare les boucs du reste du troupeau. Par
 » lui l'homme vicieux sera marqué, à ne
 » plus s'y méprendre. S'il tente de former
 » une seconde union, nous voudrions sça-
 » voir le motif secret qui a fait dissoudre
 » la première: nous l'apprendrons, & il
 » sera étonné de se voir isolé au centre de
 » la Société. C'est l'effet de la censure:
 » ministère particulièrement destiné à cor-
 » riger les abus que la Justice ne punit
 » point.

» Le Divorce, au reste, n'a rien de con-
 » traignant puisqu'après son rétablissement,
 » il ne sera pas moins loisible à ceux qui n'en
 » voudront pas faire usage, de rester dans
 » leurs chaînes, qu'il ne l'étoit auparavant.
 » C'est un de ces cas, où le pouvoir du
 » Magistrat n'agit qu'en conséquence de
 » la plainte; ainsi ceux que la conformité
 » d'humeurs, ou que l'association du vice
 » attache irrévocablement, n'ont rien à

» craindre de la Loi du Divorce. Après
 » huit siècles d'abandon , il seroit peut-
 » être trop rigoureux d'imposer au mariage
 » l'honnêteté & la fécondité : c'est l'ouvra-
 » ge du temps & de la méséstime , où il n'est
 » pas difficile de réduire les unions stéri-
 » les , & ceux qui , sans de bonnes rai-
 » sons , se vouent au Célibat.»

Dans la quatrième Partie de cet Ouvra-
 ge , l'Anonyme , avant que de publier les
 différens articles de l'essai d'Edit sur la ma-
 nière de régler le Divorce , indique de sa-
 ges moyens de pourvoir , dans le cas où
 l'on jugeroit à propos d'accueillir son
 plan de Législation , aux intérêts des époux
 & des enfans. Il réclame l'érection d'une
 Chambre Matrimoniale dans chaque Par-
 lement ; ce qui ajouteroit une fonction no-
 ble & sainte , à celles que les Juges supé-
 rieurs remplissent déjà , & les rendroit les
 Anges tutélaires des familles. Cette Par-
 tie est très-intéressante : l'Auteur y est en-
 tré dans le plus grand détail. » Ne pour-
 » roit-on pas , dit-il , répondre à ceux qui
 » ne voient d'impossibilité dans l'usage du
 » Divorce , que la difficulté de faire des
 » Loix , qui assurassent même à la partie
 » coupable , un sort proportionné à son
 » état , & qui déterminassent celui des
 » enfans , que cette difficulté n'a point ar-
 » rêté le genre humain dans l'exercice
 » continuel , qu'il a fait du Divorce ? En
 » effet , que sont devenues les femmes di-
 » vorcées , & les enfans nés avant le Di-
 » vorce , depuis la création du Monde ?
 » Que deviennent ceux des pays où le

„ Divorce est un acte légitime & permis,
 „ tels que tous les pays réformés , ceux
 „ de l'Eglise Grecque de la Pologne ?
 „ Que deviennent enfin les maris & les
 „ femmes , après le décès d'un des con-
 „ joints ? Que deviennent les enfans d'un
 „ premier lit ? Voilà ce que deviendroient,
 „ après le Divorce, & les hommes & les
 „ femmes , & les enfans de tous les pays ,
 „ qui ne l'ont pas , s'ils l'admettoient sans
 „ promulguer de Loi particuliere sur cet
 „ objet : mais il n'est pas à présumer que
 „ la France , en adoptant le Divorce ,
 „ abandonne cet utile établissement au sort
 „ des anciennes Loix matrimoniales. Elles
 „ sont & trop diffuses , & quelquefois
 „ trop rigoureuses. Dans cette singuliere
 „ circonstance, le pouvoir législatif défera-
 „ ra à des conseils , pour parvenir au plus
 „ grand bien possible. C'est la conduite
 „ ordinaire d'un Ministère éclairé , parce
 „ que plus il l'est , plus il se convainc de
 „ l'impossibilité de tout sçavoir , & de tout
 „ connoître par soi-même , &c. »

Quelques nouvelles que paroissent les
 opinions de l'Anonyme , nous ne doutons
 point , qu'on ne donne des éloges à la sa-
 gesse de ses vues , & à l'amour de la Pa-
 trie , qui lui a inspiré les diverses réflexions
 qu'on lit dans son ouvrage.

F I N.



LÉGISLATION

DU

DIVORCE.

PREMIERE PARTIE.

L'ATTACHEMENT d'un peuple à ses anciens usages, prouve à la fois sa soumission au pouvoir législatif, & un certain degré de fixité dans l'esprit, sans lequel les hommes ne méritent pas qu'on se charge du pesant fardeau de leur gouvernement. Cette espece d'affervissement fait la fortune des empires, par la sûreté qu'il procure aux citoyens. Il est distingué de cette stupide soumission dont il ne nous revient que la peine & le regret de nous être soumis : nous le vouons à la puissance légitime des rois, & son utilité n'a pas besoin d'être prouvée.

I. Introduction.

Utilité de la soumission aux principes temporels.

Ce n'est point contre cette obéissance que j'éleve aujourd'hui ma voix. La main qui l'exige, le bien qui en doit toujours résulter, sont autant de titres qui me la rendent respectable, & qui me la font aimer. Je n'attaque que l'obéissance aveugle que nous déferons à un pouvoir qui, étant tout spirituel, ne peut s'étendre sur nous.

Mauvais effets des deux pouvoirs

physiquement ; que cette soumission qui , poussée au delà de ses justes bornes , se convertit en révolte , dans l'ordre politique ; & qui par une contradiction bien humiliante pour la raison , porta jadis nos peres à méconnoître l'unique volonté qui avoit droit de les soumettre. La postérité les comparera à une foule d'esclaves insensés qui combattent pour resserrer leurs fers.

L'ivresse du fanatisme une fois dissipée , on est revenu aux vrais principes. On a reconnu qu'il vaut bien mieux obéir à son souverain naturel , lors même que nos intérêts sont en compromis avec ses loix , que d'allier nos mécontentemens à l'ambition ou à la haine d'une puissance étrangere qui peut bien faire des rebelles , mais jamais des défenseurs de la patrie.

Ces dispositions où se trouve aujourd'hui la monarchie françoise , sont , sans doute , la plus noble portion du bonheur dont jouit le prince qui la gouverne. Mais un roi bienfaisant n'est au comble de la félicité que lorsqu'il y associe ses sujets. Souvent c'est son dessein : souvent aussi l'opinion le traverse. Les hommes ne prennent pas la peine de discuter leurs sentimens , leurs préjugés. Les coutumes qu'ils ont pratiquées , ils les conservent & fer-

ment les yeux sur leurs inconvéniens. Que le législateur parle, dira-t-on, il fera obéi. Je le crois. Mais quand on s'est habitué à régner par la douceur, quand on s'est acquis le surnom précieux de *Bien-aimé*, on semble, en beaucoup de circonstances, renoncer au pouvoir du maître, pour ne parler qu'en pere à des sujets qu'on chérit.

D'ailleurs la suprême législation qui n'embrasse que les grands objets, qui sans cesse occupée de l'attaque & de la défense, des récompenses dûes aux grandes actions, & des châtimens mérités par les grands crimes, peut souvent ne point appercevoir une cause sourde qui ne détruit que lentement & n'agit que sur les racines; & quand même l'œil actif du gouvernement auroit pénétré, comme il a dû le faire, jusqu'à la source d'un vice qui l'atténue, & qui le conduiroit enfin à l'anéantissement, s'il ne s'occupoit sans cesse à réparer, par l'art, les pertes qu'il éprouve du côté de la nature; quand même la bonté du monarque, ami de l'humanité, seroit affligée à la vue des suites que peut avoir un système dépeuplant, comment appliquer un remède convenable au mal? Il ne suffit pas toujours de vouloir faire le bien: l'absurde & timide opinion n'y consent pas toujours.

II. La législation suprême ne peut embrasser tous les objets.

Et ne peut pas toujours réparer le mal qu'elle connoît.

NI. But
du di-
vorce lé-
gal.

Il s'agit de rendre aux mœurs une pureté sans laquelle il n'est point de solide prospérité , de réduire un célibat devenu formidable par ses accroissemens , de rendre aux familles la tranquillité , le bonheur à la société entière : on applaudit à vos vues. Mais quel moyen employez-vous ? Le divorce. Le divorce ! Ah ! gardez votre moyen ; & laissez-nous notre corruption. Le divorce ? y pensez-vous ? Songez donc que Dieu , que la religion le proscrivent (1) ; que nos coutumes y répugnent , que de tout temps le mariage a été indissoluble , que , du moins , depuis que nous sommes chrétiens. . . . Rassurez-vous , gens ignorans ou crédules ; je n'en veux point à votre religion. Soyez chrétiens pour votre salut , & pratiquez le divorce pour votre bonheur : ces deux choses ne sont pas incompatibles.

On le
croit in-
téresser
la reli-
gion.

Les
vrais po-
litiques
en sen-
tent l'u-
tilité.

L'homme d'état , celui qui fait usage de sa raison ; celui qui gémit sous la perpétuité d'une chaîne qui l'accable , tient un autre langage. Il conçoit toute l'efficacité du moyen que je propose , il en saisit tous les avantages ; un point seul l'arrête. Com-

(1) La superstition n'est qu'une crainte mal réglée de la divinité. Caract. de Théophr. de la superst.

ment s'y prendra-t-on ? Quel sera le fort des enfans qui resteront après le divorce ? Quel sera celui de la partie coupable ou de celle qui se trouvera innocente ? Lorsque la volonté mutuelle opérera le divorce , quelle sera la fortune des séparés ? &c. &c. C'est pour ces deux sortes de personnes que j'écris. Je ne remplirai pas cependant cette tâche toute entière : je me suis interdit les grands détails. Je compte seulement en dire assez pour convaincre de la nécessité du divorce , & de la facilité qu'il y a à l'opérer , ceux que l'intérêt , l'hypocrisie ou le libertinage ne retiennent pas dans une opiniâtreté volontaire.

Objection tirée du *quomodo*

Dessein de cet ouvrage.

Je n'entrerai point non plus dans la fixation des lots ou portions de biens ou de revenus qui , dans tous les cas , seront le partage des femmes ou des enfans après le divorce , relativement à la fortune & à la condition des familles. C'est l'ouvrage de la législation proprement dite. Le mien se réduit à fournir des moyens généraux , parce que je n'envisagerai que les situations les plus générales & les plus ordinaires.

Déjà la prévention s'arme contre mon livre. Le dévôt atrabilaire crie à l'impiété ; le routinier n'y voit que le

renversement total de l'ordre , qu'une innovation destructive des loix fondamentales ; l'étourdi se contente de plaisanter (1). Il décide qu'un mari maltraité cherche à venger son injure personnelle. Il se trompe. C'est qu'il ne conçoit pas qu'un homme heureux & tranquille au sein de sa famille , puisse s'occuper encore du bonheur du genre humain. Au reste , ce n'est point par de froides railleries , par des imputations impertinentes qu'on énerve des principes : & tant qu'on ne réfutera pas les miens par des raisons solides , on trouvera bon que je m'y tienne. J'entre en matiere.

IV.
Principes de
politique.

Lorsqu'après bien des siècles écoulés les mœurs d'une nation (2) se trouvent absolument changées, il convient, il est même nécessaire de changer un ordre dont l'invariabilité n'a pour mesure que le bien qu'il produit (3). La

(1) Une grande ame est au dessus de l'injure.. : elle ne souffre que par la compassion. La Bruyère , de l'homme.

(2) Les mœurs ne sont autre chose que les habitudes , que les actions extérieures. Etudiez la conduite d'une nation , vous apprenez ses mœurs.

(3) Casimir III , surnommé le Grand , roi de Pologne , s'étant aperçu que les loix primordiales ne convenoient plus , ni aux intérêts , ni aux mœurs de la Pologne , en fit un nouveau corps. Hist. de J. Sobieski , roi de Pologne , par M. l'Abbé Coyer , Paris , Duchesne , 1761.

sagesse de l'ancien législateur n'est point obscurcie par l'abrogation de ses loix, ou par les correctifs qu'on y apporte, parce qu'il a travaillé pour son temps, & que ses successeurs à l'infini sont obligés de travailler pour le leur. Le passé peut servir d'exemple, & non de loi. Il ne faut jamais perdre de vue cette vérité de fait fondée sur l'histoire des nations : que le dernier législateur avoit été précédé par un autre, & que, sans doute, il a eu de bonnes raisons pour corriger son code, ou pour supprimer ses loix.

Si des loix devenues sacrées en quelque sorte par leur antiquité, peuvent & doivent être changées en certaines circonstances, où elles produisent des effets contraires au but de leur institution, à plus forte raison peut-on & doit-on abroger celles qui ne sont elles-mêmes qu'une subversion du droit primitif. C'est souvent l'unique moyen qu'ait à mettre en œuvre le prince qui régit actuellement, s'il veut parvenir à une heureuse réformation (1).

(1) Les états ne dérogent qu'autant qu'ils s'éloignent de leur première institution ; la raison en est bien simple ; le génie propre à chaque peuple, la réflexion & l'intérêt commun, ont dirigé les loix de la fondation ; la licence, le dégoût, ou des motifs particuliers à ceux qui exercent les pouvoirs, en écartent ; c'est l'écueil de tous les corps politiques.

Les changemens dans ce cas ne tombant que sur un usage qui date de la fondation des sociétés, qui y a été longtemps en vigueur, mais que la foiblesse & la superstition (1) ont d'abord altéré & enfin suspendu, sont moins une innovation qu'une restitution des choses dans l'ordre où elles ont été primordialement. Ils n'en sont pas moins indispensables pour cela. Il importe peu même que la lacune soit bornée dans un court espace de temps ou qu'elle embrasse plusieurs siècles : il suffit que la suspension d'un tel usage influe sur le malheur des hommes, qu'elle altère seulement leur félicité ; dès-lors elle doit être levée. La raison le prescrit, l'humanité l'ordonne, & la gloire du prince y est intéressée ; car on ne prend pas la peine de remonter à l'époque de la subversion de

ques qui dépérissent par des maladies intérieures : elles ne surviennent jamais qu'avec le changement ou l'oubli des loix ou des coutumes originaires. On doit donc y rappeler l'état comme au principe de sa vigueur & de sa santé. *Des Corps Polit.* l. 8, c. 7.

(1) Les Papes écrivoient humblement à Pépin & à Charlemagne pour les supplier de confirmer leur élection. Les descendans de ces princes alloient à Rome implorer la clémence des pontifes. Cette différence vient de ce que les papes étoient vassaux de Charlemagne, & que ses enfans eurent l'imprudence d'en faire des souverains indépendans. Voyez *Abr. chron. de M. le Prêsid. Haynaud.*

son droit, ni de discuter comment & par qui elle s'est faite ; quels motifs ont pu contraindre à l'adopter ou à la souffrir : on tourne les yeux vers le pouvoir sous lequel on respire, & lui tendant les mains, on semble l'accuser d'un mal dont il n'est pas l'auteur, mais qu'on ne ressent pas moins vivement.

C'est dans cette dernière classe des usages qui ont été pratiqués, puis supprimés, qu'il faut placer le divorce entre époux. Il a été la coutume de tous les peuples, & par-là ne semble pas avoir besoin d'être justifié. Toutes les églises l'ont adopté, si l'on en excepte la nôtre, qui cependant n'a pu être toujours exceptée, & ne peut l'être encore absolument de nos jours.

V. La suppression du divorce n'est qu'une innovation.

C'est donc en vain qu'un zèle peu éclairé objecte, contre le divorce, la catholicité que nous professons. La conduite des premiers siècles du christianisme pendant lesquels le divorce fut un acte légitime, l'exemple plus récent & toujours subsistant d'un Royaume catholique, où le divorce est compris dans le code des loix nationales, & s'exerce sans sortir de l'ordre, feront toujours un argument invincible pour prouver que le divorce & la religion ne sont pas incompatibles.

Le royaume de Pologne.

Le préjugé qui récuse les faits sans

les discuter , & l'ignorance où sont la plupart des hommes par rapport à ce qui s'est passé dans des tems peu éloignés d'eux , & à ce qui se pratique même actuellement dans certaines contrées de l'Europe , me forcent à entrer ici dans quelques détails. Des personnes , bien instruites d'ailleurs , nient que le divorce ait jamais existé conjointement avec le christianisme , & qu'il soit aujourd'hui pratiqué parmi des peuples de notre communion : il faut les tirer de l'erreur où la foi qu'elles donnent à je ne sçais quelles autorités , les retient.

VI. Le divorce a été pratiqué dans les états chrétiens pendant les dix premiers siècles. Exemple de l'empire Romain & de l'empire d'Orient.

Le divorce a été pratiqué par les premiers chrétiens. On ne sçauroit alléguer une loi de Constantin qui l'abrogeât. C'étoit cependant un prince aussi pieux qu'éclairé ; ses plus intimes conseillers étoient des prêtres. L'église de son temps n'avoit qu'à former des prétentions ; il ne manquoit pas de les satisfaire dès qu'elles étoient raisonnables. Il n'eut pas souvent même la force de les apprécier , & quelquefois la crainte d'être ingrat , le rendit trop reconnoissant. Cependant il laissa subsister le divorce ; il ne croyoit donc pas qu'il intéressât la religion.

Depuis Constantin jusqu'à l'Empereur Léon , qui monta sur le trône vers

la fin du neuvieme siecle , la loi du divorce conserva toute son énergie. Les changemens qu'on y apporta n'avoient pour motifs que l'honnêteté publique & la sûreté des citoyens. On vit publier dans cet intervalle de près de dix siècles une foule de loix tendantes à réprimer les abus du divorce , sans qu'aucune essayât de le détruire : & ce soin même , que prenoient de sages législateurs de conserver au divorce son intégrité , est une preuve bien victorieuse de la légalité. On ne corrige pas un vice de cette nature ; on l'étouffe. Des loix de réformation tombent toujours sur un objet autorisé : il seroit fou de poser des bornes , de prescrire des formes à l'art d'empoisonner.

Aux yeux de la raison dégagée des préjugés , cette assertion suffiroit pour prouver que le divorce étoit la loi commune dans ces temps où le christianisme , plus près de sa source , devoit assurément être plus pur , qui ne l'est de nos jours. Mais on veut des preuves. J'en vais apporter. Il vaut mieux perdre quelques graces , que de laisser échapper la vérité.

Nous venons de voir que le premier empereur baptisé n'a fait aucune loi contre le divorce. Sous ses enfans &

En 336.

Le soin que prirent les empereurs chrétiens de réformer le divorce , prouve sa légalité.

VII.

Jusqu'à Léon VI le mariage ne fut point atteint à la bénédiction du prétre.

Loi de
Théodo-
se & Va-
lenti-
nien du
mois de
Janvier
449.

jusqu'au milieu du siècle suivant, le consentement mutuel suffit pour former un mariage. Il n'en falloit pas davantage pour le dissoudre. Cette facilité pouvoit jeter bien du désordre & de l'incertitude dans les successions. Théodose II & Valentinien III, touchés du sort des enfans qui restoient après le divorce, & souvent sans subsistance, sans chercher à donner plus de consistance à un engagement qu'ils supposoient formé par des personnes raisonnables, voulurent qu'à l'avenir il ne pût être rompu sans formalités. Ils exigèrent que le divorce fût constaté par un acte solennel (1); & l'on peut présumer de

(1) Nous ordonnons que les mariages licites (1) se puissent contracter par le consentement mutuel des parties, & qu'une fois contractés on ne puisse les dissoudre sans un acte en forme; car la faveur des enfans veut que la dissolution du mariage soit plus difficile. Or, nous désignons clairement les causes de cette dissolution par la présente loi qui rend au bien général. Car si nous mettons à notre défense de justes limites, pour qu'on ne dissolve point l'union conjugale sans un motif raisonnable, nous désirons aussi que l'un des deux conjoints qui se trouvera dans l'oppression, ait recours au divorce, comme à un moyen nécessaire, quoique violent, pour se dégager.... Si les époux n'observent point ces choses, ils seront punis suivant l'exigence du cas. Car la femme qui tentera de divorcer au mépris de la loi, perdra sa dot & ce qu'elle aura reçu avant la célébration des nœces, & ne pourra se remarier.

(1) *Licites*, veut dire ici par le consentement mutuel des personnes d'une égale condition..

la sagesse de ces princes, que cet acte contenoit le nom & le nombre des

pendant les cinq années qui s'écouleront depuis la séparation d'avec son mari, parce qu'il est juste qu'elle soit privée pendant tout ce temps d'un état dont elle s'est montrée indigne. Si malgré ces défenses elle se remarie, elle sera tenue pour infâme, & nous ne voulons point que cette seconde union soit regardée comme un mariage. . . . Mais si, au contraire, elle prouve un juste motif de sa séparation, duquel elle n'auroit pas d'abord tenté de se prévaloir, nous voulons qu'elle recouvre alors sa dot, qu'elle profite de la donation à cause de noces, & qu'elle recoure aux loix pour rentrer dans tous ses droits. Nous lui accordons en même-temps la liberté de contracter un nouvel engagement après un an expiré depuis le divorce, afin qu'on ne puisse former aucun doute sur la légitimité des enfans. Nous ordonnons en outre par une conséquence juste & nécessaire, qu'un homme qui prouvera que sa femme a employé des moyens défendus pour parvenir au divorce, soit maître de la dot ainsi que des choses données avant le mariage, & qu'aussi-tôt il prenne une autre femme s'il le juge à propos. Si au contraire, il prend d'autres voies pour quitter sa femme, il lui rendra & sa dot & ce qu'il lui aura donné avant les noces.

Consensu licita matrimonia posse contrahi; contracta, non nisi misso repudio dissolvi præcipimus; solutionem etenim matrimonii difficiliorem debere esse favor imperat liberorum. Causas autem repudii hæc saluberrimâ lege apertius designamus. Si enim sine justâ causâ dissolvi matrimonia justo limite prohibemus, ita adversâ necessitate pressum, vel pressam, quamvis infausto, at-tamen necessario auxilio cupimus liberari.... Hæc nisi vir & mulier observaverint, ultrice providentissimæ legis pœnâ plectuntur. Nam mulier, si contemptâ lege repudium mittendum esse tentaverit, suam dotem, & ante-nuptias donationem amittat, nec intra quinquennium nubendi habeat denuò potestatem. Equum est enim eam interim carere connubio quo se monstravit indignam. Quod si præter hæc nupserit, erit ipsa quidem infamis;

enfans provenus de l'union qu'on dissolvoit , & la portion de bien qui leur étoit dévolue en raison de la fortune de leurs parens , supposé qu'ils ne se chargeassent pas du soin de les élever.

Par cette sage précaution , Théodose & Valentinien réprimèrent l'abus du divorce. Les causes qui pouvoient le produire étoient exprimées dans leur loi , & lorsqu'il n'étoit que l'effet du caprice ou d'un motif non exprimé , on étoit puni. Dans ce cas la femme perdoit sa dot , ses gains nuptiaux ; le mari étoit tenu de rendre & ce qu'il avoit reçu , & ce qu'il avoit promis de donner. Et quelle raison pensez-vous qu'apportent ces princes de la liberté presque indéfinie qu'ils accordent au mariage ? C'est , disent-ils , qu'il seroit injuste de ne pas secourir ceux qui gémissent sous un joug insupportable. Sans doute , il est préférable de perdre les avantages qu'on peut avoir reçus en

connubium verò illud nolumus nuncupari... si verò causam probaverit intentatam tunc eam & dotem recuperare & ante nuptias donationem lucro habere aut legibus vindicare censemus ; & nubendi , post annum , ei , ne quis de prole dubitet , permittimus facultatem. Virum etiam , si mulierem interdicta arguerit attentantem , tam dotem , quam antè nuptias , donationem sibi habere , seu vindicare , uxoremque , si velit , statim ducere hâc justâ definitione sancimus. Si autem aliter uxori suæ renunciare voluerit , dotem redhibeat , & ante nuptias donationem amittat. L. 8. Cod de repud.

se mariant , à traîner dans le mariage une vie remplie de troubles & quelquefois de dangers inévitables.

Toute l'authenticité des mariages se réduisit jusqu'au temps de Justinien qui régna dans le sixieme siècle , au consentement libre des parties & à l'égalité des conditions des contractans. Justinien l'astreignit par sa nouvelle du mois de Juin de l'année 541 , à des formalités qui , sans gêner les contractans , fixoient l'état de leur postérité. Il établit donc trois manieres de se marier , toutes trois également dissolubles.

VIII.
Justi-
nien éta-
blit trois
manie-
res de se
marier
en 541.

La premiere consistoit à rédiger sous les yeux du ministère public un contrat portant constitution de dot , & donation à cause de nôces. C'étoit la voie ouverte aux personnes qualifiées & celle qu'ils devoient embrasser naturellement , parce qu'elle fixoit & leur état & celui de leurs enfans , en cas de divorce fondé en raisons , ou sur la volonté pure & simple.

1^o Par
contrat.

La seconde maniere , qui n'excluoit point la premiere , étoit proposée aux citoyens du second ordre. Elle consistoit à choisir un prêtre qui fût le témoin du serment des époux , & qui les couchât par écrit , les signât , & avec lui quelques clercs de son église. Ce

2^o De-
vant le
prêtre.

moyen de se marier pouvoit bien constater l'union qui s'étoit contractée, mais il n'en exprimait pas les conditions. D'où l'on peut inférer que ceux qui avoient quelques possessions n'y recouroient pas ; & que la voie du contrat étoit celle qu'ils choisissent d'autant plus volontiers, qu'elle avoit le même effet que le recours aux prêtres, quant à l'authenticité.

3°. Devant témoins. La troisième manière de se marier n'étoit permise qu'au peuple. La multitude d'esclaves que le christianisme avoit affranchis, produisit une multitude de pauvres, de gens qui ne possédoient absolument rien. Ceux-ci conserverent, par la loi de Justinien, la faculté de se marier sans autre formalité que celles qui avoient été précédemment observées, & qui se réduisoient à déclarer devant quelques amis qu'on se prenoit pour époux (1).

(1) Justinien est le dix-huitième empereur chrétien. On peut présumer que de son temps le christianisme avoit acquis toute sa consistance, & que les loix en étoient parfaitement connues. On sçait d'ailleurs quel respect ce prince avoit pour la religion; écoutons ce qu'il statue sur les mariages. C'est par de semblables recherches que nous parviendrons à déterminer l'époque où les papes soumièrent l'union conjugale à leur pouvoir.

» Nous croyons, dit Justinien, qu'il est expé-
 » dient de régler d'une manière convenable les di-
 » vers cas dont nous avons acquis la connoissance
 » par une suite non interrompue d'expériences sur

Justinien , en prescrivant des formes au mariage , ne prétendoit pas

» le fait des procès. Le motif qui nous porte à tra-
» vailler au rédige de la présente loi (concernant
» les mariages) , c'est le grand nombre de causes
» que l'on porte journellement au pied du trône
» (sur cette matière). Car nonobstant que les an-
» ciennes loix & celles que nous avons nous-mêmes
» promulguées , établissent la validité des mariages
» par le seul consentement des parties , sans qu'il
» soit besoin de les constater par aucun acte portant
» constitution de dot , nous voyons cependant qu'il
» ne s'en fait pas moins un nombre prodigieux de
» faux contrats dans toute l'étendue de notre domi-
» nation ; parce que des témoins assurés de l'impu-
» nité emploient le mensonge pour forger des ma-
» riages qui n'ont aucune réalité , sous prétexte que
» des personnes se traitent d'époux. . . . C'est donc
» pour obvier à de tels abus que nous avons jugé à
» propos de faire les réglemens suivans.

» Lorsqu'il s'agit de personnes de haut rang , com-
» me nous , ainsi que ceux qui sont revêtus de la
» dignité de sénateurs , ou autres de la première dis-
» tinction , loin d'admettre que les mariages se fassent
» sans formalités , nous voulons qu'il y ait un con-
» trat portant constitution de dot , & donation à
» causes de nocces ; observant en outre , à cet égard ,
» toutes les clauses qu'il convient de stipuler entre
» personnes qualifiées.

» Quant à ceux qui exercent des emplois mili-
» taires , les gens d'affaires & autres qui tiennent un
» état honnête , ils sont jugés mariés légitimement
» quoiqu'ils ne passent point de contrat , pourvu tou-
» tefois qu'ils prennent les mesures convenables pour
» rendre leur union authentique & valide. Pour cet
» effet , ils se rendront à quelque église & protesta-
» ront de leur alliance en présence du desservant
» qui , conjointement avec trois ou quatre de ses
» clercs , dressera l'acte de cette protestation , lequel
» sera daté de l'indiction , du jour , de l'année de no-
» tre regne & du consulat auxquels sont comparus
» devant lui dans l'église tel & telle qui se sont pris

qu'il fût essentiellement indissoluble : il vouloit seulement que le divorce fût régi d'une maniere avantageuse aux mœurs & à l'honnêteté publique. De là cette foule de cas exprimés dans ses nouvelles , & qui varioient à raison de la connoissance qu'il acquéroit du besoin des sujets de l'empire ; tous cas dont l'effet étoit de produire la dissolution absolue du mariage , & de rendre la liberté aux époux séparés d'en contracter un nouveau (1).

» mutuellement pour époux. Cet acte sera délivré
 » aux contractans , s'ils le desiront , signé d'eux , du
 » desservant & de trois clercs ou d'un plus grand
 » nombre , si l'on veut , mais jamais moins de trois
 » personnes. Sinon ledit acte sera déposé dans les
 » archives de l'église , c'est-à-dire , dans l'endroit où
 » l'on serre les vases sacrés , pour la sûreté dudit dé-
 » pôt , comme étant la seule preuve du mariage con-
 » tracté par le consentement mutuel des parties ,
 » lorsqu'il n'y a point d'autre écrit qui puisse le con-
 » stater. Lorsque l'on/aura pris de telles mesures ,
 » nous voulons que le mariage tienne & que les en-
 » fans qui en proviendront soient estimés légitimes.
 » Mais ceci n'aura lieu que dans le cas du défaut
 » de contrat portant constitution de dot & dona-
 » tion à cause de nocces ; car comme nous nous dé-
 » fions du rapport des seuls témoins ; c'est ce qui
 » nous a déterminé à régler la présente disposition.
 » A l'égard des personnes de condition abjecte
 » & dont la fortune est bornée , nous leur accordons
 » une pleine liberté , ainsi qu'aux laboureurs & aux
 » soldats qui uniquement occupés de la culture &
 » de la guerre , sont dans une parfaite ignorance des
 » loix. Ils pourront convenir entr'eux & se marier
 » sans aucune formalité ni contrat , & leurs enfans
 » n'en seront pas moins légitimes , &c. ».

(1) Avant Justinien , Théodose & Valens por-

Lorsque les gens mariés , sans alléguer aucun motif , prétendoient néanmoins se séparer l'un de l'autre , celui qui intentoit la querelle , étoit puni , comme nous l'avons vu ; mais la volonté mutuelle équivaloit seule à tous les griefs , & , conformément à la raison , opéroit le divorce d'une union à laquelle les parties renonçoient d'un commun accord.

Si la loi de répudiation étoit sagement portée contre des coupables qui souilloient le lit nuptial , contre des personnes incapables de satisfaire aux obligations du mariage , & sur lesquelles on ne pouvoit trop attirer l'animadversion publique , pour éviter qu'elles ne communiquassent leur cor-

rerent une loi par laquelle ils déclarerent que le défaut de donation , de contrat , de toute solennité même , n'atténuoit pas un mariage contracté entre personnes d'égale condition , en présence de leurs amis. Cette loi est du mois de Février 428 , & se trouve au code , l. 22 de nuptiis. En voici les termes :

» S'il n'y a point de donation à cause de noces ,
 » ni d'acte portant constitution de dot , quand bien
 » même on auroit omis en se mariant toute pompe
 » & cérémonies , il n'en faut pas pour cela conclure
 » l'invalidité du mariage s'il s'est fait d'ailleurs avec
 » les conditions requises , ni refuser la légitimité aux
 » enfans qui en proviendront , d'autant qu'il n'y
 » a point de loi qui mette obstacle à l'union formée
 » entre personnes d'égale condition , & qui a pour
 » base le consentement des parties & le témoignage
 » de leurs amis. cc

ruption ou leur stérilité aux autres branches de la société ; il n'étoit pas moins essentiel de secourir ceux que des raisons secrètes désunissoient , on qui , par respect pour eux & pour le public , aimoient mieux être les victimes d'un chagrin dévorant , que d'en divulguer les causes. La voie du divorce opéré par le consentement mutuelle des parties , étoit ouverte à ceux-ci ; & elle s'accorde d'autant mieux avec la saine politique , qu'en brisant également un joug devenu insupportable , elle obvie aux haines qui suivent toujours les reproches publics , & laisse à l'état des membres qui , quoique viciés par quelque endroit , peuvent encore lui être utile.

C'est sans doute sous ce point de vue que les empereurs chrétiens envisageoient le divorce en l'autorisant , & l'église de leur temps , malgré l'immense pouvoir qu'elle s'étoit acquis sur eux , ne l'employa jamais pour leur faire abroger cet usage. (1)

(1) On peut fixer l'origine de la grandeur & de la puissance des papes au regne de Louis le Débonnaire en 814. Non-seulement cet empereur leur confirma les dons qui leur avoient été faits par ses peres , mais il souffrit qu'ils prissent possession du souverain pontificat sans attendre sa confirmation. Il rendit au clergé la liberté des élections , &c. Surquoi Pasquier , dans ses recherches sur Paris , fait la remarque suivante :

Le successeur De Justinien , Justin ,
dans une nouvelle placée parmi celles
de son prédécesseur , veut que le con-
sentement des deux époux soit un mo-
tif suffisant pour dissoudre un mariage ,
sans qu'il soit besoin d'exprimer aucu-
ne autre raison. Il est mû à promul-
guer cette loi par la considération des
maux que souffrent un homme & une
femme obligés de vivre dans un parti-
culier intime , quoiqu'ils soient divisés
par un dégoût ou une haine qu'ils ne
peuvent surmonter (1).

XI. Jus-
tin II re-
nouvel-
le les
loix sur
le divor-
ce. Cet
empe-
reur est
mort en
578.

» Les Italiens qui , en s'agrandissant par effet de
» nos dépouilles , ne furent chiches de belles pa-
» roles , voulurent attribuer ceci à une piété , &
» pour cette cause l'honorèrent du mot latin *Pius* ,
» & les sages mondains de notre France l'imputant à
» un manque & faute de courage , l'appellerent le
» *Débonnaire* , couvrant sa pusillanimité du nom de
» débonnairété. « *Abrégé chron. du Présid. Hain.*
Evénem. rem. sous Louis I, & de l'orig. de la gran-
deur de la cour de Rome , par l'ab. de Vertot.

(1) On a vu , dit Justin , des époux mal assortis
se tendre réciproquement des embûches , & employer
jusqu'au poison & d'autres moyens violens , pour
s'arracher la vie , sans que les enfans nés de leur
mariage fussent un motif assez puissant pour vain-
cre leur antipathie. Comme de semblables procédés
sont tout-à fait contraires à nos mœurs , nous éta-
blissons la présente loi par laquelle nous statuons
qu'il sera permis , comme autrefois , de dissoudre les
mariages , pourvu que ce soit du consentement mu-
tuel des deux parties , & que , conformément à la
volonté de l'empereur notre pere , il ne sera plus in-
fligé aucune peine aux époux qui se divorceront d'un
commun accord. Car si l'affection mutuelle fait le
mariage , il est juste que l'opposition des caractères

X. Tentatives
des papes.

Les papes firent de temps à autres quelques tentatives auprès des empereurs d'Orient pour soumettre exclusivement le mariage à leur juridiction.

Ils

res en opere la dissolution, pourvu que cette contrariété soit suffisamment prouvée dans l'acte du divorce. Nous déclarons au surplus que tous les autres objets de la présente loi, ainsi que ceux stipulés par les sacrées constitutions de l'empereur notre pere au sujet des mariages entre personnes libres, des causes qui autorisent le divorce, des époux qui, n'ayant point de raison plausible, se séparent sans le consentement mutuel que nous jugeons nécessaire pour cette dissolution, & enfin des peines encourues par les infractions, sortiront leur plein & entier effet.

Contigit enim ut ex his nonnulli ad mutuas insidias procederent, venenisque & aliis quibusdam, quæ lethalia essent, uterentur, intantum, ut sæpè neque liberi qui ipsis communiter nati essent, illos in unam eandemque voluntatem conjungere potuerint. Cum itaque hæc à nostris temporibus aliena judicaremus, ad præsentem sacram legem respeximus, per quam statuimus ut, prout olim juris fuit, matrimoniorum solutiones ex consensu fieri liceat; & ne ampliùs patris nostri sanctione in eos qui consensu matrimonia dirimunt, constitutæ pænæ in usu sint. Si namque mutua affectio matrimonia conficit, meritò diversa voluntas eadem per consensum dirimit; modo hanc missi repudii libelli satis declarent. Caterum illud manifestum sit quòd alia omnia quæ legibus, & præcipuè sacris nostris, patris nostri constitutionibus de matrimoniis liberis, & causis per quas dirimere matrimonium permissum est, aut de iis etiam qui nullâ de causâ, (non tamen ex communi voluntate & consensu, quomodo præsens nostra lex constituit) matrimonium solvunt, & de constitutis in illos pænis cauti sunt, ex præsentis etiam nostræ lege obtinebunt, suamque per omniâ vim habebunt.

Nov. 23 præfat, & cap. 1.

Ils obtinrent enfin de Léon VI, qui parvint au trône en 886, & régna quelques dans le dixieme siecle, qu'à l'avenir la bénédiction du prêtre seroit une formalité indispensable du mariage. Ce prince érigea cette solemnité en loi, mais sans porter atteinte à la faculté qu'avoient les époux de se séparer. Bien loin de-là, il rappelle dans sa constitution tous les cas qui autorisent le divorce & indique la folie d'un des conjoints comme un motif capable de les délier & de rendre à l'autre la liberté de passer à de nouvelles nûces (1).

Rien de mieux constaté que l'existence du divorce dans l'empire d'Orient depuis Constantin, qui le premier embrassa la foi dans le quatrieme siecle, jusqu'au tems des successeurs de Léon VI, vers la fin du dixieme siecle. L'usage n'en étoit pas moins en vigueur dans l'empire d'Occident & dans la France, dont plusieurs rois furent empereurs.

Toute l'histoire atteste des divorces de plusieurs de nos rois, & il ne faut pas croire que la raison d'état seule opéreroit leur séparation : le divorce fut pen-

Léon VI soumet le mariage à la bénédiction du prêtre, mais sans faire cesser le divorce.

XI. Le divorce est pratiqué dans l'Occident & en France, par conséquent jusqu'au tems de Louis le Débonnaire.

(1) Il faut consulter les *Constitutions de Léon VI*; 31, 32, 111, 112, &c. qu'il seroit trop long de rapporter ici.

dant long-temps parmi nous une voie ouverte à toutes les especes de citoyens. La preuve en résulte d'un article des capitulaires de Charlemagne. Comme les empereurs d'Orient, ce prince s'appliqua à la réformation du divorce légal, & pour parer à l'arbitraire qui dégénère toujours en abus, il enjoignit aux ecclésiastiques de son empire d'avertir les peuples qu'un mariage légitime, c'est-à-dire contracté du consentement mutuel des parties, & revêtu des formalités requises, ne pouvoit être rompu que par l'adultère où seroit tombé l'un des conjoints, à moins toutefois que le mari & la femme n'y consentissent expressément (1).

L'on ne doit pas s'étonner si l'histoire n'a pas conservé les noms des personnes qui ont divorcé dans ce vaste espace de temps écoulé entre la naissance du christianisme & le dixieme siècle : le divorce étoit un usage commun, & par-là ne pouvoit faire épo-

(1) *Adnuntiet unus quisque presbyterorum publicè plebi ab illicitis connubiis abstinere, secundum Domini mandatum legitimum conjugium nequaquàm posse ullà occasione separari, exceptà causà fornicationis, nisi consensu amborum; & hoc propter servitium Dei.* Baluz. l. 6, c. 191. Donc qu'au temps de Charlemagne l'adultère d'un des conjoints ou le consentement des deux parties, opéroit la dissolution du mariage.

que. Les historiens se sont contentés de remarquer ceux des personnages illustres qui s'en sont servi, & d'observer qu'alors la chose étoit praticable & pratiquée. Ils n'en peuvent dire davantage.

Pour s'assurer que la suppression du divorce parmi les chrétiens est l'ouvrage de la politique & de l'ambition des papes, il suffit de jeter un coup d'œil sur la conduite qu'ils ont tenue en différens temps à l'égard des princes mêmes qui en ont fait usage.

La plupart de nos rois de la première race, quoique chrétiens depuis Clovis, firent usage du divorce. Charlemagne, empereur, second roi de la deuxième race, répudia d'abord Himiltrude en 770, de laquelle il avoit deux enfans mâles vivans; ensuite Hermengarde, fille de Didier, roi des Lombards, après un an de mariage. Tous les princes de l'Europe usent du divorce quand la nécessité l'exige; & les papes ne s'y opposent pas.

Les descendans de Charlemagne; affoiblis, veulent jouir du même privilège, & les pontifes lancent sur eux des foudres bien capables alors d'anéantir quiconque en étoit frappé. Charlemagne avoit répudié deux femmes, & il est placé au rang des saints.

C'est qu'il étoit puissant, c'est qu'il tenoit le saint siege dans une crainte respectueuse, tandis qu'il combloit l'église de ses bienfaits. Plus loin on voit

Lothaire, roi de Lorraine, est excommunié.

Lothaire, roi de Lorraine, son arriere-petit-fils, répudier sa femme qu'il n'aimoit pas, pour épouser Valtrade qu'il adoroit. Le pape Nicolas I l'excommunie, & par cet acte livre ses états au premier qui voudra les envahir. C'est que Lothaire n'avoit rien à donner, & que loin d'être redoutable à la cour de Rome, on n'y cherchoit qu'à servir la passion de ses deux oncles, Louis, roi de Baviere, & Charles le Chauve, roi de France, dont on respectoit encore la puissance. Depuis cet événement, plusieurs rois de la seconde & de la troisieme race ont fait usage du divorce; mais ils avoient recouvré une portion trop considérable de leur antique puissance, pour que Rome osât s'opposer ouvertement à leurs volontés. Elle se tint dans les bornes de la remontrance; s'ils eussent été plus foibles, elle n'eût pas manqué de fulminer.

XIII. Contradiction où tombe la cour de Rome par rapport au divorce.

Il seroit assez difficile de concilier la conduite qu'ont tenu les papes sur le fait du divorce à diverses époques. On les voit applaudir à une suite considérable de princes qui promulguent une

infinité de loix favorables au divorce ,
 & contraindre d'autres souverains à
 abroger ces mêmes loix. Ils canonis-
 sent Charlemagne & excommunient
 Lothaire ; & enfin , de nos jours , on
 est damné pour pratiquer un usage qui
 n'excluoit point du ciel , encore avant
 le dixieme siecle , & que plusieurs saints
 du nouveau testament ont pratiqué.
 Sainte Fabiole , dont quelques-uns pla-
 cent la mort à la fin du quatrieme siecle ,
 & que S. Jérôme appelle la gloire des
 chrétiens , l'étonnement des idolâtres ,
 le regret des Pauvres & la consolation
 des solitaires , étoit de l'ancienne famille
 de Fabia , illustre dans Rome dès le
 temps de la république , qui dut son
 rétablissement à Fabius Maximus , l'un
 de ses aïeux. Ses parens l'ayant ma-
 riée à un homme d'une vie déréglée ,
 & ne pouvant le corriger , elle prit
 le parti de le quitter. Ce qu'il y a de
 singulier , c'est que , quoique Fabiole
 eût mieux aimé se voir soupçonnée
 d'être la cause de leur divorce , que
 de ternir la réputation de son époux ,
 elle fit peu de temps après une nou-
 velle inclination ; & quoiqu'elle fût
 femme chrétienne , d'honneur & de pié-
 té , profitant du bénéfice des loix , elle
 convola à de secondes noces. Or , je
 demande pourquoi tant d'honnêtes fem-

XIV.
 Exem-
 ple de
 Ste Fa-
 biole qui
 répudia
 son mari

mes qui , comme Sainte. Fabiole , ont de méchans maris , avec beaucoup de religion & un cœur tendre , ne sçauroient jouir du même privilège ?

Il seroit inutile d'entrer ici dans le détail des noms de tous les chrétiens des deux sexes qui ont été canonisés après avoir fait usage du divorce (1). Ces preuves , en rendant plus monotone la contradiction où sont tombés les papes à cet égard , n'ajouteroient rien au triomphe de notre cause.

XV.
Du di-
voice en
Pologne

Accablés par tant d'autorités , les partisans de l'indissolubilité du mariage se retranchent sur une exception. Ils prétendent que , dans le temps dont nous parlons , on n'étoit point encore parvenu à la connoissance des vrais principes qui fondent la perpétuité du mariage ; mais qu'enfin l'église a reprouvé absolument le divorce depuis le neuvieme siècle , & qu'aujourd'hui l'église latine en particulier ne le tolere en aucune maniere ni dans aucun pays. Pour réfuter cette prétention , il suffiroit de s'en tenir au fait qui est hors de doute , & de consulter les Polonois qui vivent parmi nous

(1) On peut consulter l'Histoire ecclésiastique & M. Baillet. *Vies des saints.*

ou ceux de notre nation qui ont séjourné en Pologne.

Si l'on veut des preuves par écrit de l'existence du divorce dans ce Royaume, il faut recourir à l'histoire de cette nation. » On voit constamment à Varsovie, dit M. l'abbé Coyer (1), » un nonce apostolique avec une » étendue de pouvoir qu'on ne souffre » point ailleurs. Il n'en a pourtant pas » assez pour maintenir l'indissolubilité » du mariage. Il n'est pas rare en » Pologne d'entendre dire à des maris, *ma femme qui n'est plus ma femme*. Ce sont les évêques qui jugent ces divorces, conformément aux loix du royaume.

Preuves historiques

» L'église en Pologne remarie à d'autres, ceux qu'elle a séparés, dit un » judicieux auteur de notre temps » (1). Quelqu'un demandera, ajoutez-t-il, pourquoi le reste des états catholiques, n'obtiendrait pas la même liberté d'une mere commune ».

Jamais aucun peuple chrétien n'a été tant travaillé par les prêtres que l'ont été les Polonois, & qu'ils le sont encore. Jamais nation ne fut plus soumise au Pape. Prenant *sur elle de faire*

(1) Hist de J. Sobieski, p. 116, t. 1.

(2) Des corps politiques, l. 1, c. 8, p. 74, édit. de 1754.

ses rois, dit M. l'abbé Coyer (1), elle n'ose pas *les proclamer sans la permission de l'évêque de Rome*. Cependant elle a toujours le droit de rompre les mariages quand les époux ne veulent plus qu'ils subsistent, ainsi que nous l'apprend M. la Combe dans son abrégé chronologique des royaumes du Nord (2).

Des motifs qui produisent le divorce en Pologne.

Il n'est pas nécessaire en Pologne qu'il existe un de ces cas graves qui dissolvoient le mariage dans les dix premiers siècles de l'église, pour opérer le divorce (3). Outre l'adultère, l'absence affectée, l'impuissance, l'antipathie, la violence des parens, les degrés de consanguinité, &c. il est un moyen efficace pour dissoudre le mariage. De mauvais traitemens ou la menace seulement bien prouvée, suffit pour produire cet effet; & l'on juge aisément que ce moyen de *divorcer* n'est pas employé par les grands de Pologne.

XVI. Usage universel du divorce.

Sous la loi de nature.

Il ne s'agit point de décider si l'usage du divorce pratiqué sous la loi de nature en vertu de la liberté naturelle à l'homme de briser un joug qui lui est devenu insupportable; sous

(1) Hist. de J. Sobieski.

(2) V. ses remarques sur la Pologne, & l'hist. de M. le chevalier de Solignac.

(3) V. le livre intitulé *Jus Poloniæ* &c.

la loi de Moyse émanée de Dieu même, en vertu de l'ordre exprès de la divinité qui n'a pas dédaigné de dicter au saint législateur les formalités du divorce (1), & enfin sous la loi de grace & lors même que vivoient les témoins des merveilles de son divin instituteur, ou leurs successeurs immédiats; il ne s'agit pas, dis-je, de décider si cet usage pratiqué constamment jusqu'au dixième siècle dans tout l'univers chrétien, & encore actuellement dans l'état catholique de Pologne, ne répugne point à la haute perfection du christianisme. Il suffit qu'il n'y soit point absolument contraire, & qu'il ne soit point destructif de ses principes fondamentaux. S'il joint à ces avantages celui de n'intéresser le bonheur de personne en général, mais d'améliorer la situation

Sous la
loi écrite.

Sous la
loi de
grace.

(1) Quand quelqu'un prendra une femme, & se mariera à elle, s'il advient qu'elle ne trouve grace devant les yeux d'icelui, pourtant qu'il eût trouvé quelque laide tache en elle, il lui écrira une lettre de divorce, & lui donnera en main, & l'envoyera de sa maison. Deuteron. c. 24, édit. 1535.

Si acceperit homo uxorem, & habuerit eam, & non invenerit gratiam ante oculos ejus propter aliquam fœditatem, scribet libellum repudii, & dabit in manus illius & dimittet eam de domo sua. C'est, comme on voit, à l'exemple de Dieu, que tant d'empereurs & de rois se sont appliqués à prescrire des règles au divorce.

d'un grand nombre de particuliers ; pourquoi le proscrire ? J'avoue qu'on ne peut prendre trop de précautions lorsqu'il s'agit d'admettre une loi nouvelle , ou de réformer un usage qui semble avoir prescrit par son ancienneté ; mais lorsqu'ils sont *la suite du vœu des peuples* (1), toutes les difficultés sont applanies.

XVII. **De la prévention contre les changemens.** Le plus redoutable écueil des changemens , je parle de ceux mêmes qui ont le plus grand bien pour objet , est la prévention. On croit , & ce n'est pas toujours sans fondement , que l'intérêt dirige celui qui les propose. On suppose que s'il ne veut pas se mettre à la place du Magistrat , du moins il cherche à en affoiblir le pouvoir. Le pasteur de son côté croit voir borner ses droits ; & le peuple étonné , juge sans examen qu'on en veut à sa religion , à sa liberté. Expliquons - nous , & ne combattons point la chimere.

Raisons d'admettre le divorce. 1°. Le divorce n'a rien de contraire à la religion ; ce n'est point une assertion téméraire. Cette vérité résulte des preuves que nous venons de rapporter. Il faut faire le procès au monde entier pendant près de mille ans , & ne pas communiquer avec les

(1) Des corps Politiques , L. 3 , c. 6.

Polonois , ou convenir que le divorce peut se pratiquer dans les états catholiques.

2°. En proposant le rétablissement du divorce , je ne prétends pas m'ériger en législateur. C'est plutôt une question de droit public que je tire de l'oubli où plusieurs siècles l'ont réduite , pour être agitée & adoptée ou rejetée , suivant que la prudence ou la nécessité le prescrira.

3°. Loin que le rétablissement du divorce atténue en aucune maniere le pouvoir du magistrat , il l'accroît. Nous verrons dans le cours de cet ouvrage que le système du divorce ramene en quelque sorte la censure romaine , & que si la fortune du citoyen est confiée à l'intégrité & aux lumieres des juges supérieurs , le bonheur & la tranquillité des familles deviendront un nouvel objet de ses soins , de sa vigilance. Le magistrat sera un ange de paix & une espece de divinité tutélaire que les ménages invoqueront dans tous les momens où le trouble , la méfiance ou le libertinage voudront altérer leur douceur.

Il augmente le pouvoir des magistrats.

De l'autorité du sacerdoce, & sur quelle espece de changemens elle ne peut s'étendre.

4°. Il seroit absurde de croire que les ministres de la religion soient fondés à s'opposer généralement à tous les changemens que l'autorité civile

trouve à propos de faire dans la discipline de l'état politique. Il faut toujours distinguer les vérités de foi qui datent de la fondation du christianisme ; il n'y en a point de nouvelles de ce genre. Les autres regles quoiqu'approchantes des vérités de foi , ne sont pas éternelles comme elles & *peuvent* , ainsi que l'a sagement remarqué M. l'Abbé de Fleury , *changer selon les temps* (1).

Raison
née de
la multi-
plicité
des lu-
mieres.

Ce qui semble militer le plus fortement pour les changemens de cette nature , c'est la position où se trouve l'espece humaine aujourd'hui. Jamais il n'y eut plus de parcelles de lumiere répandues , & par une suite nécessaire , jamais les hommes n'ont mieux connu ni plus cherché cette liberté que j'appelle honnête , & qui consiste à être heureux en particulier pour contribuer ensuite au bonheur de la société en général. Il suit de - là que jamais la religion ne sera mieux servie , plus respectée que lorsque les hommes trouveront leur bonheur à la suivre ; ils ne refuseront pas l'acquiescement de leur esprit à une religion qui est pour leur cœur la source de la félicité.

(1) Hist. Ecclés. l. 22 , p. 272 , t. 3 , édis. in-4.

En vain de nouvelles opinions s'éleveroient de nos jours ; en vain des sectaires prétendroient nous séduire ; il n'y a plus de place pour l'opinion ; la vérité occupe tout ; & la rigidité dont se sont parés de tout temps les chefs de parti , pour donner à leur réforme l'air de la vérité & les apparences de la vertu , seroit un moyen foible dont je ne leur conseillerois pas l'usage. Il faut parler au cœur ; & quelle religion plus faite pour conduire les hommes à Dieu , sans les écarter des voies de la nature , que ne l'est la nôtre ?

Si quelques - uns d'entre nous y trouvent des motifs d'éloignement , leur répugnance ne vient - elle pas plutôt des entraves que l'homme y a ajoutées , que du fonds de la religion même ? N'a-t-on pas trop confondu deux pouvoirs si essentiellement différens dans leur objet ? N'a-t-on pas trop négligé le principal qui intéresse la divinité pour ne s'occuper qu'à des minuties où l'ambition seule trouvoit son compte ?

XVIII.
Le divor
ce ne
peut être
combat-
tu par
ceux des
chré-
tiens qui
s'en tien-
nent aux
ancien-
nes re-
gles.

Je sçais que les partisans d'un absurde despotisme qu'ils idolâtrèrent dans la crosse & qu'ils blâment dans le sceptre , seront allarmés d'un changement qui leur arrache une foule de victi-

mes immolées sans fruit , & dont il ne leur revient que le triste plaisir de faire des malheureux. Mais il est une classe de chrétiens qui fuit également tous les excès. Elle chérit & respecte une hyérarchie divinement établie , sans prétendre que celui qui y préside , réunisse la plénitude des deux puissances temporelle & spirituelle. Sans donner dans un rigorisme , ouvrage de l'homme , elle mène une vie régulière & conforme à l'évangile. Détestant toute nouveauté , s'en tenant constamment aux principes primitifs , elle demeure fermement unie au tronc inébranlable de la croyance des Apôtres.

Sans doute les chrétiens qui composent cette classe , & que j'appellerois volontiers chrétiens de *l'ancienne roche* , réclameront avec nous une liberté qui n'a été détruite que par une innovation. Sans doute ils ne se laisseront pas entraîner au vent d'une doctrine nouvelle , pour s'opposer à un arrangement qui comporte le double avantage d'être utile aux hommes en servant au triomphe de la vérité , & de ramener aux premiers principes , dont ils sont les héros & les défenseurs.

XIX.
Le divorce est une question de droit public.

Au reste comme il ne s'agit ici que d'un point de droit public , & non

d'une controverse , c'est sur-tout la puissance législative qu'il faut consulter. Si le divorce a produit jadis les effets les plus salutaires , s'il en produit encore de nos jours dans les états qui l'adoptent, *la prévention du pays, jointe à l'orgueil de la nation, nous fera-t-elle oublier que la raison est de tous les climats & que l'on pense juste par-tout où il y a des hommes (1) ?*

(1) La Bruyere : des Jugemens.



LEGISLATION

D U

D I V O R C E.

SECONDE PARTIE.

I. Mo-
tifs qui
détermi-
nent à
l'admis-
sion du
divorce
légal.

SI le divorce, en certains cas, peut s'allier avec la religion ; si d'un autre côté son existence , ou plutôt son rétablissement , devient nécessaire au bonheur des familles particulières , dont se forme le bonheur de l'état en général , il semble ne rester aucun doute sur l'accord des deux puissances , temporelle & spirituelle , par rapport à cet objet. Tous les soins de la puissance temporelle ont pour but de rendre les hommes aussi heureux , qu'il est possible qu'ils le soient. Tel est son devoir : il est lié à son intérêt. Si quelquefois elle paroît s'écarter de cette route , c'est le fruit de l'erreur , & jamais d'une volonté réfléchie.

II. Eten-
due &
bornes
des deux
pou-
voirs.

Lorsque la souveraineté civile veut faire usage du pouvoir qu'elle a reçu de Dieu pour procurer le bonheur à la société qu'elle gouverne , comme ce bonheur est également de droit divin & humain , & que la religion

n'a été établie que pour le rendre plus parfait, en l'épurant ; il ne reste à la puissance spirituelle qu'à concourir au bien que celle-là veut faire. Ses principes mêmes ne lui permettent pas de s'y opposer, s'il n'y a violation du dogme ; parce que le prince est seul établi de Dieu pour discipliner la société civile, & que ce n'est pas en vain qu'il porte l'épée, pour détruire le mal & protéger le bien dans l'étendue de ses états.

On allégueroit inutilement des droits acquis dans les temps de troubles & d'ignorance. Ceux de la souveraineté civile, fondés sur la nature & la raison & sur la volonté réunie des peuples, sont imprescriptibles & inaliénables. Elle peut toujours à son gré communiquer aux agens qu'elle emploie telle portion de sa puissance qu'elle juge à propos, & la leur retirer. Elle a pu, en fixant la religion dans ses états, donner à quelques-uns de ses ministres une certaine étendue de pouvoir (1) ; mais toutes les fois qu'il tomboit sur le regime civil, il

III.
L'exer-
cice du
pou-
voir,
n'en
donne
point la
proprié-
té.

(1) Les évêques, en haine de l'arianisme, avoient favorisé Clovis dans ses conquêtes ; & la reconnoissance de ce prince à leur égard fut la source de l'autorité qu'ils ont conservée si long-temps en France. *Hist. de Fr. par M. le président Haynaut, an. 511.*

De l'utilité du concours des cours souveraines.

n'étoit que précaire. Pour que la volonté du prince fasse loi, il est nécessaire qu'il parle avec l'appareil de la législation ; mais dans cet appareil, les ministres de la religion ne peuvent être compris absolument, à moins qu'ils ne veuillent soutenir que leur existence soit une condition du regne de nos rois, comme le maintien des loix fondamentales, dont nos Cours souveraines sont les dépositaires, en est une.

IV. Droits des souverains par rapport à la discipline.

Si l'on est forcé de convenir aujourd'hui que l'indissolubilité du mariage n'est qu'une loi de discipline, que même un mariage peut subsister & être réellement valide quant aux effets civils, sans qu'il soit sanctifié par le sacrement, dès que la souveraineté sous laquelle il se contracte, l'autorise (1) ; il me semble que conséquemment on peut décider qu'un prince catholique pourroit avec le concours de ses cours supérieures de justice, prononcer sur la question du divorce.

(1) Voyez *De l'autorité du clergé & du pouvoir du magistrat*. Je dois à l'auteur de cet ouvrage les plus justes éloges. J'ai pu souvent profiter de ses lumières sans le citer. Cet aveu m'évitera sans doute le reproche du plagiat. Voyez aussi le *Traité du mariage*, par M. Lérissant, avocat en parlement. Il a établi de la manière la plus évidente la distinction entre le mariage, & le sacrement de mariage.

Les démarches qu'il feroit faire en ce cas auprès de la cour de Rome, doivent être placées dans la classe des conseils qu'un homme, devenu majeur, demande au vieillard qui prit soin de sa jeunesse. C'est l'effet de la reconnoissance, & non d'une soumission qu'on ait droit d'exiger. Pourquoi ? C'est qu'il s'agit uniquement de la réforme d'un point de discipline. C'est qu'en ce cas prévaut la maxime : *qui veut le roi, si veut la loi* : c'est qu'une loi de la nature de celle-ci n'a pu être admise que de deux manieres, ou de gré ou de force, & que dans l'une & l'autre circonstance le pouvoir souverain changeant de volonté, ou ne voulant plus porter un joug étranger qu'il se sent avoir la force de secouer, a toujours la faculté de réclamer des droits qui ont été usurpés sur lui.

On allégueroit en vain l'autorité de plusieurs conciles. 1°. Ils ont varié sur la discipline ; ils ne sont donc pas irréfragables. 2°. Leurs décisions, quant à l'espece dont il s'agit, ne sont admises qu'après l'examen. C'est un droit attaché à la dignité du trône. Nulle autorité supérieure à celle de nos princes ne les contraint donc pas de les admettre. Si cela étoit, l'examen qu'en font nos cours souveraines seroit ab-

v. Des
Conci-
les par
rapport
à la dis-
cipline.

surde ; ce seroit contester un fait & l'avouer en même - temps.

VI. Des
voies de
conci-
liation,

Malgré la force des raisons qui combattent pour le droit des princes par rapport à la discipline de leurs états , je pense néanmoins qu'ils doivent toujours consulter la puissance ecclésiastique sur les changemens qu'ils prétendent faire , quand les objets sur lesquels tombent ces changemens sont ou ont été subordonnés aux deux puissances. Le mal qu'évite la conciliation l'emporte toujours sur le bien qui semble résulter des voies d'autorité exclusive. Tel est le sentiment répandu dans le mémoire sur la population : c'est aussi le nôtre , & nous croyons devoir nous y renfermer ; sans prétendre cependant prescrire au pouvoir législatif la route qu'il doit tenir sur l'objet de réforme que nous proposons.

VII.
Examen
de quel-
ques
maxi-
mes po-
litiques.

Si je n'avois point à combattre la prévention où j'ai vu être quelques personnes sur le livre que je viens de citer , je me garderois bien d'entrer dans la discussion de ces principes de détail. Mais que de gens font parler la religion lorsqu'elle doit se taire , & lui imposent silence quand elle devroit tonner ! On se fait une vertu de mots ; c'est un mérite bien superficiel. La probité , les mœurs sont des cho-

ses réelles. D'un autre côté on s'aveugle sur le danger imminent que court la population dans tous les états où l'opinion de l'indissolubilité *absolue* du mariage domine. La paresse de faire de nouveaux calculs, l'habitude de s'en tenir aux anciens, & plus que tout cela, un intérêt dont on a peine à démêler le motif, masquent le déperissement où nous sommes. Il reste toujours assez d'individus pour fournir aux caprices de la corruption, nous en voyons trop peu, nous, pour subvenir aux vrais besoins. Bien loin de penser avec un moderne, que *beaucoup de richesses sont préférables à un grand numéraire d'hommes*, nous croyons au contraire que le bonheur, que la richesse publique, suit toujours du grand nombre de membres qui y contribuent. On peut augmenter à l'infini & même sans matière première une richesse de convention; l'espèce humaine est peut-être la seule dont le numéraire ne peut être représenté par des valeurs idéales. Cent millions de diamans, ne produiront pas un boisseau de bled, ni n'arrêteront pas un détachement ennemi de cinquante hommes. Plus de richesses & moins d'hommes, c'est un attrait pour le vainqueur avide. Plus d'hom-

mes & moins de richesses , ôte l'envie de vous attaquer ou vous assure la victoire en cas d'attaque. Ces maximes sont fondées sur l'histoire de toutes les nations.

Il ne s'agit donc , pour justifier le changement que nous proposons de faire , & pour intéresser le gouvernement à l'adopter , que de prouver que la population est fort au-dessous de son vrai terme ; & que comme l'indissolubilité du mariage a causé cette dépravation , l'admission du divorce peut réparer le mal que le système opposé a produit ; pourvu toutefois que le divorce soit régi de manière à former les mœurs qui , comme on l'a dit , sont la vraie source de la population & du bonheur des états.

VIII. motif tiré de la dépopulation. Que l'indissolubilité absolue du mariage porte atteinte à la splendeur de la monarchie françoise , qu'elle la mine sourdement , c'est une vérité qui a été sentie par le célèbre maréchal de Saxe (1) , par l'auteur profond des *Corps Politiques* , avant lui par M. de Montesquieu (2) , par tous ceux en un mot qui ont eu occasion de traiter de la politique & qui l'ont fait

(1) Voyez *Ses Réveries*. Ed. in folio.

(2) Voyez *Esprit des Loix*.

sans préjugé & sans intérêt. Le *Mémoire sur la population*, que nous avons déjà cité, a mis cette vérité dans tout son jour. Il paroît que les calculs qu'il renferme ne sont pas forcés, puisque ce livre n'a jamais été attaqué par cet endroit, & que ses plus sévères critiques n'ont réclamé que sur la nouveauté du système.

Le célibat libertin qui domine parmi nous, joint au célibat ecclésiastique qui est de droit pour nos prêtres, & encore au célibat où nous sommes contraints de retenir nos troupes, nous privent de près de deux millions d'âmes par génération (1). C'est une vérité arithmétique fondée sur des dénombremens généraux, sur l'état actuel du célibat, & enfin sur les dénombremens particuliers faits par approximation de l'état où se trouvent aujourd'hui quelques provinces, dans lesquelles la masse des naissances perd un septieme au moins sur la comparaison.

(1) Ce terme, génération, s'entend ici de 23 ans. C'est la durée commune de la vie de l'homme. Prenez au hasard un certain nombre de personnes, 100 par exemple. L'une aura vécu 80 ans, l'autre 60, celle-là 50, celle-ci 20 ou 30, quelques-uns six mois, un an, &c. Additionnez ces divers âges, divisez le total par le nombre des personnes, il reviendra à chacun 23 ans ou à peu près. Voyez. *Mémoire sur la Population*, Londres 1768. in-8º.

IX. Raison d'admettre le divorce, tirée de la comparaison des forces du Nord avec celles du Midi.

Voilà donc le gouvernement civil sensiblement intéressé à détruire un obstacle capable, non-seulement de borner ses accroissemens, mais encore de le mettre au dessous de lui-même, & de lui faire perdre enfin toute proportion avec les puissances qui admettent l'opinion contraire à la sienne.

Il ne faut pas s'en imposer sur l'étendue & sur la richesse des états catholiques dans lesquels le divorce n'a point lieu. Sans doute ces états unis d'opinions épouseront leurs intérêts réciproques ; sans doute ils se prêteront de mutuels secours pour balancer les Puissances qui mettent la liberté en principe. Mais les motifs qui unissent tous les états catholiques, ne deviendront-ils pas la base de l'alliance que formeront entr'elles les Puissances protestantes, schismatiques, &c ?

Je suppose, pour un moment, que l'Europe entière se partage en deux confédérations, l'une au Midi, l'autre au Nord ; l'une catholique & admettant un système dépeuplant ; l'autre protestante, n'ayant point de célibataires par état, & donnant à la population tout son ressort qui est la liberté dans le mariage. Il arrivera, après un certain espace de temps, que la première confédération perdra au moins

moins la prépondérance , quand la seconde , à son exemple , se fera combinée. Le Nord a languì pendant plusieurs siècles sous un gouvernement sans principes , dont les loix ne s'exécutoient que par la violence , & la population étoit alors dans le plus grand dépérissement. Mais la réforme qui s'y introduisit dans le seizième siècle commença à faire pancher la balance. A dépenses égales , nous devions nous trouver bientôt au dessous du pair avec des nations qui n'admettoient pas le vœu de chasteté. De nos jours , les princes de ces contrées ont ramené leurs peuples aux loix de l'humanité , & en détruisant le despotisme & la servitude , ils ont fait naître parmi eux l'amour du pouvoir & ce sentiment d'honneur qui fait la gloire & la sûreté des monarchies royales. Considérant enfin que le plus grand degré de liberté dans le mariage étoit la source de la plus grande population , ils ont admis le divorce. Lors donc que la confédération du Nord s'ébranlera , elle emploiera dans l'attaque & la défense une force neuve : ses armées seront nombreuses , saines & robustes. La confédération du Midi n'aura pour elle qu'un foible nombre de troupes énérvées par les maladies.

qui resultent des mauvaises mœurs , & qui n'auront que le courage à opposer à la multitude & à la force. Encore , pour arrêter ou suspendre les efforts des ennemis , à quels moyens sera-t-elle forcée de recourir ? Il lui faudra arracher le cultivateur à la terre , sacrifier l'espoir entier des générations suivantes ; & s'il lui arrivoit d'essuyer quelques défaites sanglantes , qu'une grande guerre se perpétuât , ou que deux petites se succédassent rapidement , où retrouveroit-elle des hommes après en avoir détruit les principes ? C'est une réflexion que faisoit souvent le Maréchal de Saxe.

L'habileté , la sagacité des chefs peut entrer pour quelque chose dans la réciprocité des avantages ou des pertes : mais la supériorité d'une confédération sur l'autre est une affaire de calcul. Pour décider au juste de quel côté sera l'avantage , il s'agit uniquement de chercher de quel côté sera le plus grand nombre. Le bien-être moral , c'est-à-dire , la satisfaction que goûte l'esprit à s'occuper d'opinions , quelle qu'en soit la nature , ne retient jamais l'universalité de la société. C'est le bien-être physique qui entraîne les hommes invinciblement : dans le retour des siècles éclairés , c'est pour le

cœur humain qu'il faut travailler; l'esprit n'adopte que ce qui convient au cœur. Tous les systèmes alors doivent être compris dans la règle simple de la recherche du plus grand bien & de la fuite du plus grand mal. Si vous voulez trouver les vraies raisons de la chute de l'empire Romain, rapprochez la conduite des empereurs chrétiens de ces maximes, & vous verrez qu'ils s'en écarterent prodigieusement.

Il suit naturellement de ce que je viens de dire, que le plus grand nombre se portera toujours là où se trouvera le plus grand degré de liberté; & que, par une interprétation maligne, on ne prétende pas que je cherche à insinuer que la sujétion légale soit une situation repoussante, capable de dépeupler notre monarchie. Partout le sujet a des devoirs à remplir, par-tout & jusques dans les républiques les plus populaires, il faut se soumettre à la loi souveraine & y assortir sa conduite. C'est de cette nécessité que naît l'ordre & par conséquent le bonheur. La liberté dont je parle ne tombe que sur les affections du cœur; & je ne crains pas de dire qu'elle est la cause de la fidélité.

En effet, par la même raison que la puissance civile punit les actions

X. De la liberté, & de ce qu'on entend par ce mot.

qui altèrent l'ordre , précisément parce qu'elles l'altèrent , il semble que l'on ne sçauroit exciter son animadversion par d'autres actions qui , sans troubler l'harmonie générale , procurent le bonheur particulier ; & c'est-là le cas du divorce. L'objet de la puissance civile en agissant , est de produire ou d'entretenir le bien , d'éteindre ou d'affaiblir le mal. Lorsqu'elle fait sentir son impulsion , qu'elle déploie sa rigueur sur des sentimens ou des actions indifférentes à ces choses , elle n'agit plus en souveraine. Elle semble oublier son intérêt ; en détruisant mon bonheur , elle anéantit le sien.

XI. Les Les affections du cœur & de l'esprit sont aux yeux de chaque individu
loix qui prit sont aux yeux de chaque individu
contrai- auquel elles sont propres , ce qu'il a de
gnent , plus précieux. Le sage Diogene n'en-
sont irri- vioit point les trésors de Crésus , &
gantes. certainement l'avare roi de Lydie eût
méprisé souverainement le tonneau
du Cynique. Nous nous sommes ré-
formés sur un objet : l'intolérance
n'est plus cruelle : c'est le chef-d'œuvre
de la sagesse du gouvernement ac-
tuel (1) ; & l'on doit attendre de lui ,

(1) Le premier édit pénal contre des sentimens ou opinions particulières fut rendu par S. Louis. M. le président Haynaut observe bien judicieusement que S. Martin de Tours , vivant au quatrième siècle ,

qu'il mettra la dernière main au bonheur des hommes.

Vouloir déterminer les sentimens de haine ou d'estime , de répugnance ou d'amour ; exiger d'un mari & d'une femme qui se haïssent , qu'ils vivent ensemble ; contraindre cette femme maltraitée , exposée à mille dangers , jusqu'à perdre sa religion même , à recevoir les embrassemens capricieux de son époux ; prétendre que cet autre mari partage avec sa femme les douceurs de la couche nuptiale qu'elle a tant de fois souillée ; voilà ce que j'appelle une loi repoussante. C'est à cette contrainte qu'il faut appliquer ce qu'a observé l'auteur du *Mémoire sur la population*, que ceux des déserteurs de Prusse qui passent dans nos armées y séjournent peu , au lieu que ceux de nos soldats qui passent en Prusse y restent sans retour (1). Voilà l'effet de la contrainte qui tombe sur les affections du cœur.

Et ne
peuvent
changer
les affec-
tions du
cœur.

Une loi de cette nature ne peut avoir de force , ne doit être employée que lorsque le bien qui en revient ,

avoit refusé de communiquer avec les évêques qui avoient demandé que l'hérétique Priscillien fût condamné à mort. *Abr. chronol. de l'Hist. de France* an. 1226.

(1) Mém. sur la Population , p. 100.

l'emporte sur le mal qu'elle cause. La loi de l'indissolubilité n'est pas dans ce cas. Elle ne produit que des maux particuliers sans nombre , & qu'en revient-il à la souveraineté ? Rien , que l'occupation désagréable & stérile de réconcilier des ménages qui sont irrécconciliables.

XII. Du desir d'avoir une postérité Cependant les maux s'aggravent , & l'émigration devient plus considérable. On veut être heureux ; le bonheur est le lien qui attache notre espèce. Celui-là seul est indissoluble ; mais on ne se contente pas toujours d'un bonheur qui se borne à sa propre personne : il faut qu'il s'étende jusqu'à notre postérité. Il faut donc en avoir une ; & ce sentiment dont on retrouve des traces chez tous les hommes , est plus fort dans ceux d'entr'eux qui composent la première classe. Cela vient de la certitude , où ils sont que jamais le malheur réel n'attaquera leurs descendants. Mais par je ne sçais quelle fatalité , ce sont précisément ceux-là qui desirent le plus vivement d'avoir une postérité qui , parmi nous , en sont privés. C'est cependant cette classe qui fait toute la force extérieure de l'état ; c'est par elle que jusqu'ici il s'étoit accru ou conservé. Elle en est comme l'arsenal ; & peut-être les choses se-

roient-elles dans l'ordre , si elle étoit assez nombreuse pour défendre , tandis que le reste de la nation seroit occupé uniquement à nourrir , à cultiver les arts & à distribuer la justice.

Le mal n'est pas grand , dira-t-on , XIII.
 puisqu'il n'embrasse qu'une classe , dont Le bien
 le nombre n'est rien en comparaison ou le
 de la multitude qui compose l'état. La mal d'u-
 perte qu'on éprouve à cet égard ne ne classe
 peut faire sensation. Les gens qui par- s'étend à
 lent ainsi ne sont ni politiques ni cal- toutes.
 culateurs. Ils s'infatuent d'un sentiment trivial , & l'adoptent comme une maxime , sans examiner si la maxime qui lui est directement opposée n'est pas la vraie. Un moderne a observé qu'à une certaine époque assez prochaine , la ville de Kiovie étoit très-peuplée & très-florissante. Pauvre aujourd'hui , dit-il , elle compte à peine cinq ou six mille habitans. Toutes les fois , ajoute-t-il , qu'un souverain apperçoit dans ses états ces tristes différences , il devroit en rechercher la cause , & prévenir les mêmes ruines qui peuvent se renouveler dans d'autres villes (1). Cette judicieuse observation peut s'appliquer aux ordres d'un état , comme aux villes , &c.

(1) Hist. de J. Sobieski , par M. l'abbé Coyer , tom. 1 , p. 21.

XIV.
De l'op-
position
des loix
en di-
vers
pays par
rapport
à la po-
pulation

Quand d'ailleurs ces principes puisés dans la nature ne seroient pas d'autant de rigueur qu'ils en sont, la disproportion des états du Midi avec ceux du Nord n'en seroit pas moins frappante. Cette disproportion n'est point imaginaire : elle est le résultat d'un calcul réfléchi des causes productrices ou destructives qui existent dans ces différentes portions du monde.

D'un côté ce sont quinze cens mille prêtres ou moines ; ce sont des troupes nombreuses qui gardent le célibat ; c'est une multitude infinie de célibataires de toute espece qui, non contents d'être stériles, vont encore altérer la fécondité des ménages. De l'autre on ne connoît point le vœu de chasteté ; on y marie le soldat, le célibataire y est rare & peu estimé. Pardeffus tous ces avantages, on a ceux que produisent les mœurs qui nous manquent ; & tous les mariages peuplent, parce qu'ils sont libres. En un mot, dans le Nord tout produit ; au Midi tout consume. » Le système politique dans la » catholicité doit donc redoubler ses » attentions à se peupler, *suivant l'a-* » *vis* de l'auteur des corps politiques, » *puisque* » le Nord de l'Europe se fortifie & que le Midi s'affoiblit » (1).

(1) L. 1, ch. 8.

Comme c'est principalement pour la France que j'écris , je prends mes exemples chez elle. Je suppose qu'on en divise le peuple en deux classes. La première sera composée de deux fortes d'hommes : des prêtres , des nobles & de tous ceux que la fortune met au ton de la noblesse. Je dis que ces deux especes atténuent également la population ; l'une , parce qu'elle est impuissante de droit ; l'autre , parce que la corruption la rend impuissante dans le fait. Toutes deux font une dépense excessive d'hommes , qu'elles emploient à un luxe mal entendu , & qu'elles rendent souvent les compagnons involontaires de leur stérilité.

XV.
Etat de
la France.
Pre-
miere
classe
d'hom-
mes.

On ne détruira jamais entièrement la corruption dans les sociétés. Le prétendre seroit chimérique. Mais on peut en diminuer le volume , & faire servir même ce qui en restera au bien général. C'est un des effets du divorce légal.

Par le moyen du divorce vous mettez une foule innombrable de célibataires dans le cas de se marier. Ils ne sont retenus que par la crainte qu'inspire un mariage éternel. Un grand nombre de mariages , en rendant les filles plus rares , rendra plus difficile la recherche illicite qu'en font les libertins. Avec les mêmes desirs & moins de

Pre-
mier ef-
fet du
divorce.

moyens de les satisfaire hors du mariage , ils y seront amenés indispensablement , quoique sans violence.

Second
effet du
divorce.

Par le moyen du divorce , vous fécondez les mariages , en les rendant plus nombreux , parce qu'ils seront moins troublés par les célibataires dont le nombre sera diminué , & parce que l'état des personnes mariées dépendant de leur conduite , elles en deviendront certainement plus circonspectes.

Troisième
effet
du di-
vorce.

Par le moyen du divorce enfin , vous tirez parti du vice même , & vous vengez la vertu opprimée , sans employer les voies de force. Les ménages qui actuellement vivent dans un divorce de fait & sont frappés de la stérilité , redeviennent féconds par le revirement des parties que ce changement opérera. Vous rendez un homme à la femme qui est faite pour lui , & une femme au mari qui lui convient.

XVI.
Esquisse
des
maux
que pro-
duit l'in-
dissolu-
bilité du
mariage.

Il ne faut pas dissimuler que si notre arrangement étoit adopté , on ne vît se dissoudre un certain nombre de mariages au moment de la nouvelle loi. Depuis la suppression du divorce , il s'est écoulé trop de temps pour que la corruption n'ait pas jetté de profondes racines. Il y a huit siècles que ce frein des mœurs est brisé. Il y en

a près de trois que les femmes d'une certaine classe ne regardent plus le mariage , ce joug sacré , que comme un état de liberté absolue , & qui n'impose pas le devoir d'être la mere d'une postérité légitime. Porter un nom illustre , partager l'honneur dû à de grandes dignités , varier ses plaisirs au gré de ses caprices , pouvoir être perfide impunément ; voilà les motifs qui déterminent souvent une fille à nous donner la main. Le divorce nous assurera son cœur. Si elle nous le refuse , elle nous rend la liberté d'un nouveau choix (1).

Les hommes , de leur côté , se voyant attachés par des nœuds indissolubles à des femmes qu'ils n'aimoient pas , ou pour de simples raisons de disconvenance , ou parce qu'elles avoient les premières violé les loix de leurs engagemens , se sont portées aux excès où conduisent toujours des maux sans remede. D'abord ils ont recouru aux moyens violens. L'histoire de Gabrielle de Vergi n'est pas la seule que fournit un siecle vertueux & barbare. Les

(1) Ne pourroit-on point découvrir l'art de se faire aimer de sa femme ? demandoit la Bruyere , il y a cent ans. Peut-être s'étoit-il aperçu , comme Montaigne , que d'autant s'est dépris & relâché le nœud de la volonté & de l'affection , que celui de la contrainte s'est étreci. Essais , l. 2 , ch. 15.

mœurs se sont adoucies en se corrompant, & dans les temps qui ont suivi, la voye des dédommagemens a été préférée aux poignards, aux poisons, aux emprisonnemens (1). La population n'y a rien gagné.

Quatrième
effet du
divorce.

Malgré les justes motifs qu'ont tant de maris & de femmes de demander la dissolution de leurs mariages, on peut conjecturer que le nombre des divorces ne seroit pas si considérable qu'on se l'imagine à l'époque dont nous parlons. D'abord que le rétablissement du divorce seroit promulgué, on verroit de toutes parts tenter la voye de la réconciliation. C'est alors que l'intérêt de sa fortune, de sa condition produiroit les plus grands effets. On n'oseroit pas continuer un commerce secret jusqu'ici, & que la plus légère indiscretion peut découvrir. On

(1) Quelquefois encore aujourd'hui ces haines malheureuses ne se terminent pas à de simples aigreurs; il en résulte des crimes dont l'adultère est le moindre. On cherche à briser des liens dont la contrainte devient insupportable: les assassinats, le poison, sont les catastrophes de ces tragédies. Des corps polit. L. 1, ch. 8. Notre siècle fournit des exemples de ce fait, la Tournelle criminelle du Parlement de Paris a prononcé sur vingt-neuf Procès pour crime de poison, d'assassinat entre maris & femmes, en 1769. Par quel nombre pourroit-on multiplier ces vingt-neuf crimes prouvés? Car, il en est une foule de ce genre qui sont enveloppés dans la nuit du secret.

calculeroit l'état qu'on a , avec celui qu'on peut espérer en cas de séparation. On craindrait qu'un motif honteux ou léger ne permît plus de retrouver d'établissement après le divorce. Eh ! combien d'époux attiédies par la sécurité d'un lien perpétuel , seroient réveillés & redeviendroient amans ? Combien de foibles dégoûts & de petites tracasseries de ménage seroient détruits en un moment par la considération d'intérêts plus graves , & sur-tout par l'idée qu'on sera toujours à temps de se quitter , si la répugnance ou l'antipathie arrivent à leur comble ?

Au reste , que perdrons-nous à la dissolution des ménages désunis par des raisons trop fortes pour pouvoir jamais se concilier ? Ils ne produisent rien dans l'état où ils sont. Ce qui peut arriver de pis , c'est qu'ils restent dans leur stérilité. Du moins leur haine s'affoiblira - t - elle par la séparation. D'ailleurs , il n'est pas ordinaire que les deux parties soient également coupables ; si celle qui a porté le trouble dans sa maison , l'a fait avec trop d'éclat pour trouver désormais à s'affortir , c'est un membre que nous retranchons de la société , mais un membre qui n'y étoit déjà plus attaché que pour la détruire. L'autre rentrera dans

État de mariage. Quelque mauvais succès qu'ait eu son premier établissement, elle n'a plus rien à craindre de semblable. Le divorce l'en garantit.

La désunion des ménages, effet de la corruption des mœurs, & plus souvent encore du libertinage des célibataires qui les harcelent sans relâche, ne regne passeulement dans les grandes maisons. On peut compter au nombre des divorcés de fait la majeure partie de ces gens que l'œconomie de leurs peres ou leur industrie a mis dans une situation aisée. Ne point vivre avec sa femme est un préjugé à la mode que le peuple des villes a emprunté de la classe supérieure. Le bourgeois veut à son imitation borner sa postérité. On fonde cette volonté criminelle aux yeux de la nature & de la religion, tantôt sur l'incertitude d'être le pere de ses enfans, & quelquefois le doute est légitime; tantôt sur l'aisance qu'on veut procurer à un enfant unique; & l'action & le motif font un double attentat contre la providence. Les ministres de la religion anathématisent cette horrible conduite. On loue leur zele, on y applaudit. On s'étonne des châtimens dont ils menacent, mais sans changer un plan de vie dont on n'est plus le maître.

de s'écarter ; & il en résulte toujours que les villes , loin de se repeupler continuellement par leurs propres productions , comme elles le devroient faire , sont obligées d'assécher les campagnes pour entretenir le nombre convenable de leurs citoyens. Il est donc bien démontré que les pertes qu'éprouve une classe par rapport au numéraire d'hommes , influent nécessairement sur tout le corps en général.

Seconde
classe
d'hom-
mes.

Jettons , pour nous en convaincre , un coup-d'œil sur la seconde classe d'hommes qui compose l'état. Dénuée , pour ainsi dire , de toute propriété , le fruit de son labeur ne lui est pas même assuré quand elle cultive le sol d'un propriétaire viager (1). Si , malgré les obstacles qui naissent de l'indigence réelle , ses mœurs la rendent plus populeuse que la classe supérieure , celle-ci dévore , engloutit incessamment sa postérité. Recruter des villes dans lesquelles la vie humaine est abrégée par la corruption , entretenir un corps nombreux à qui la reproduction est interdite , suppléer à l'ordre trop amoindri des défenseurs de la patrie , satisfaire aux besoins & aux caprices de la société ; voilà les objets immenses

La destruction
de la première
entraîne
la ruine.

(1) La mort d'un Bénéficiaire , dissout tous les baux qu'il a faits.

qu'elle a à remplir. Elle ne peut y satisfaire long-temps.

Affoiblie par tant de soustractions, cette dernière classe n'a plus assez de bras pour produire une quantité de matières premières qui soit telle, que l'impôt de nécessité n'en emporte qu'une légère portion. Delà le commerce extérieur, vraie source de la richesse circulante, perd une balance qui nous étoit si avantageuse; le commerce intérieur subit la même altération, parce que les choses de première nécessité étant moins abondantes, le prix en devient exorbitant, & réduit le plus grand nombre à se borner au pur nécessaire, que tous même n'ont pas.

XVII. L'augmentation de l'impôt suit de la dépopulation. Quand la dépopulation se fait sentir dans un état, non seulement toutes les terres ne sont pas cultivées, mais encore celles qui le sont, le sont mal. Alors la richesse nationale que les arts ni les manufactures ne peuvent produire dans un royaume tel que la France, & qui ne peut être tirée d'ailleurs que du fonds des terres, la richesse nationale, dis-je, s'anéantit insensiblement, & l'impôt augmente en proportion. La richesse du prince n'est point distinguée de celle de ses sujets : c'est un axiome de politique. A mesure donc que les besoins

s'accroissent dans le sujet , ils augmentent dans la Puissance qui gouverne. Toujours obligée de conserver , de défendre , de protéger , elle sent diminuer en elle la faculté de faire ces choses progressivement , avec la diminution de l'espece humaine ; alors elle est nécessitée à porter l'impôt à son plus haut point. Avec beaucoup d'or , on achete la paix ; avec beaucoup d'hommes on évite la guerre , ou l'on terrasse l'ennemi. Cela pourroit bien être encore une maxime.

Revenons à la noblesse. C'est son ^{Cinquième} ^{effet du} ^{divorce} ^{par rap-} ^{port au} ^{luxe,} luxe, dit-on , qui la ruine ; c'est pour y satisfaire encore qu'elle ne se donne que peu ou point de postérité. Il y a du vrai & du faux dans ce raisonnement. Démêlons l'un d'avec l'autre.

Et d'abord c'est moins le luxe que le défaut d'ordre qui ruine les maisons. Mais d'où vient ce défaut d'ordre ? Le voici à peu près. Pour des raisons bonnes ou mauvaises un mari se brouille avec sa femme. Il n'en a qu'un enfant dont souvent même l'origine lui est suspecte ; il tranche sur sa postérité. Egalemeut aigri contre la mere & le fils , il abandonne un ménage qui ne l'intéresse plus. Marié , il vit comme garçon , il se conduit comme n'ayant point de successeur. Son in-

fortune grossit à ses yeux par la perpétuité qui y est attachée. Il va donner dans tous les excès de dissipation. Quelquefois la femme embrasse le même parti. Le fils qui s'élève au milieu de ces désordres, sera-t-il rangé ? Connoîtra-t-il l'économie, le respect filial, l'amour paternel, les devoirs de la société ? Il n'en a point eu de modèles. Le vice qui a présidé à son éducation, sera son guide pendant toute sa vie.

Je ne parle point ici de ces gens viciés par leur constitution, de ces monstres de l'humanité qu'une législation plus austère renfermeroit dans l'obscurité des cachots. L'espèce en est rare. Il s'agit ici du général de la société. Croit-on que des époux unis par le sentiment, dont l'estime se nourrit, s'accroît incessamment par des enfans qu'ils savent être les fruits de leur tendresse ; que des époux qui ont pour garant infailible de leur mutuel amour, la liberté où ils sont de se quitter, iront sacrifier aux colifichets du luxe une fortune qui doit faire le bonheur d'une postérité qu'ils chérissent ? Non ; & c'est encore un des bons effets que produit le divorce légal : la destruction du luxe ruineux.

Le divorce ne sera jamais fréquent

parmi les peuples des campagnes. La maniere dont vivent entr'eux les maris & les femmes dans cet ordre de citoyens, les met à l'abri de ces divisions qui se perpétuent dans l'autre classe, quoique souvent elles n'ayent que le plus léger fondement. Chez le paysan la nature seule suffit pour ramener sur des torts minutieux. Lorsque les débats sont vifs, que les causes en sont graves, le plus fort fait sentir sa supériorité, & tout est dit. Ces mêmes querelles dans ce qui n'est pas simple peuple, fomentent des haines sans fin, où les familles quelquefois prennent parti. On n'est pas assez familier pour se passer une brusquerie. Souvent la plus foible étincelle devient la cause du plus terrible incendie.

Sixieme
effet du
divorce.

En supposant que le divorce n'influât que sur la population de toutes ces conditions qui sont au-dessus du simple peuple, il en résulteroit toujours le plus grand bien pour le gouvernement. Ces diverses branches de la société se suffisant à elles-mêmes, vous n'altérez plus la population des campagnes par de trop fréquentes saignées. L'artisan dans chaque classe de profession, le marchand, l'homme de loi, toutes les especes de citoyens,

en un mot, fourniront à l'entretien de leur corps ou communauté ; il arrivera même que leur population s'accroîtra au point qu'il faudra nécessairement que ceux d'entr'eux qui auront le moins d'aptitude aux arts , refluent dans les campagnes où ils deviendront beaucoup plus utiles en travaillant aux terres , qu'ils ne l'auroient été en devenant de médiocres artistes. Ne nous y trompons pas : il vaut mieux en général que les villes rendent aux campagnes une population qui , trop accrue , deviendrait un fardeau dont l'état se trouveroit surchargé , que d'enlever à l'agriculture des membres de la première utilité , qui d'ici à plusieurs siècles ne sçauroient atteindre le nombre auquel ils semblent être fixés par la nature.

La population des villes s'augmentant , il arrivera que les recrues y seront plus nombreuses & plus faciles à lever. Cet objet , quel qu'il soit , rend d'utiles cultivateurs aux terres , & des impôts à l'état. Si le divorce , en retenant les deux sexes dans les bornes du devoir , sans les contraindre , facilite le mariage des troupes , attire en France l'étranger , y ramène l'émigrant , peut-être en peu d'années serez-vous en état de vous passer du se-

cours des milices (1) qui produisent peu aujourd'hui , même en forçant , qui arrachent à de pauvres familles les seuls membres qui les font subsister , qui dérobent à la terre son cultivateur , à la postérité ses principes , qui contraignent à des mariages prématurés & sans fruit , & qui , après tout , ne forment qu'un corps de forçats que la bonne volonté n'anime point.

Lorsque par le divorce la tranquillité sera rendue aux ménages , que la sûreté y sera rétablie , qu'enfin par son moyen tout ce qui ne peuple pas aujourd'hui , redeviendra fécond , les deux branches supérieures de la noblesse & de la bourgeoisie reprendront certainement une vigueur , quant au numéraire , sans laquelle elles sont à charge , loin d'être utiles. Les familles , en s'accroissant , mettront la plus grande division possible dans la masse des biens. On verra moins de ces fortunes immenses qui , réunies sur une seule tête , irritent la médiocrité qu'elles écrasent , excitent une émulation ruineuse , & ne servent qu'à rendre de plus en plus inutiles ceux qui en sont les possesseurs.

De cet accroissement de population

(1) Voyez sur cet objet le dernier paragraphe du *Mémoire sur la Population* , déjà cité.

dans l'ordre de la noblesse & de la bourgeoisie, résultent les plus grands avantages. Le premier de ces corps, en divisant sa fortune par la multiplicité des générations, reflue nécessairement dans les armées, se rend à sa destination naturelle, hors de laquelle il devient un membre parasite de l'état, qui foule incessamment tous les autres. Il doit défendre le travail, c'est son lot. Mais dans la décadence presque totale où il est, l'ordre des choses est interverti; il arrache à la classe travaillante & peuplante ses plus précieux rejettons, pour fournir à un luxe né de l'égoïsme & de l'état isolé où se trouvent réduits tant d'hommes qui voient en eux la fin de leur maison. Tel qui a vingt valets, & point d'enfans, auroit dix enfans & quatre valets. La société perd vingt-six hommes, pour le faste d'un individu souvent inutile.

Cette altération que cause une classe à l'autre ne se borne pas-là; il faut encore que les soins du travailleur s'étendent à la défense qui est retombée à sa charge; en sorte qu'il ne reste aux terres que les bras débiles des vieillards, des femmes & des enfans.

XVIII.
Utilité
de la po-
pulation
des vil-
les.

La classe de la bourgeoisie toujours imitatrice de la noblesse, se multipliant

à son exemple, deviendra trop nombreuse pour trouver dans les fonds qu'elle possède une subsistance aisée, & alors les générations prochaines s'ingénieront pour suppléer à ce qui leur manque d'acquis. Une portion ira remplir dans les troupes les grades inférieurs ; l'autre prendra l'état de pratique dans les cours de justice ; ceux-ci embrasseront l'état ecclésiastique, & joignant un foible patrimoine au revenu d'une cure, &c. se procureront encore une situation aisée ; ceux-là s'adonneront aux arts & aux métiers. L'espece de vie passive qu'on mène dans les villes, le peu d'exercice qu'on y prend, en rend les citoyens plus propres à ces occupations que les habitans des campagnes. La vigueur de ceux-ci est, sans doute, le bien le plus précieux de la république, celui dont elle tire les plus grands avantages ; mais à quoi servent ces hommes robustes ? quel fruit en retire-t-on lorsqu'on en fait des prêtres, des praticiens, des faiseurs de modes ? C'est abuser en quelque sorte de la nature que d'employer à vernisser des colifichets, des bras destinés à arracher du sein de la terre les productions réelles qu'elle renferme.

Ainsi, quand le divorce légal dont

Huitième effet
du divorce. Il
rétablit
l'ordre
des choses.

tous les ménages ont besoin , non pour en faire usage , mais pour resserrer des nœuds que la perpétuité affoiblit , ne produiroit d'autre bien que de repeupler la première classe de l'état , toutes se ressentiroient incontinent de son abondance. L'état , comme une montre , est un corps composé de divers ressorts. Qu'un seul soit détruit ou affoibli , l'harmonie générale est détruite. Et qu'on ne soit point inquiet du sort qui seroit le partage de la plus nombreuse postérité en ce cas. Les troupes , la robe , la finance même offrent mille ressources pour les uns ; pour les autres , les arts , le commerce , présentent des moyens de fortune honnêtes & sûrs. Voudra-t-on les embrasser ? Il faudra bien suivre sa destination ; on y sera même conduit sans violence , & entraîné par l'ordre général qui remet chacun en sa place.



LÉGISLATION

DU

DIVORCE.

TROISIEME PARTIE.

QUOIQ'IL soit certain que le bonheur du gouvernement suppose le <sup>Maxi-
mes po-
litiqnes.</sup> bonheur des divers individus qui y sont soumis, il faut prendre garde de trop généraliser cette maxime qui n'est pas toujours applicable dans les cas particuliers. On ne sçauroit se dissimuler que le bien de l'état considéré comme un être distinct des citoyens qui le composent, n'a pas toujours pour effet le bien de tous les particuliers pris collectivement, & que quelquefois même ce qu'on appelle bien de l'état ne soit destructif du bonheur de quelques-uns de ses membres.

Quand un gouvernement jouit de cet avantage, de ce bonheur qu'il ne partage pas avec la multitude, on ne sçauroit l'appeller heureux à proprement parler. Il faut se contenter de dire qu'il a les apparences du bonheur. En effet, le bien qu'il possède est sans fondement, puisqu'il ne résulte pas du

D

bien général, & par conséquent il ne peut durer. C'est l'effet que produisent assez ordinairement ces systêmes superficiels ou violens qui peuvent bien sauver d'une crise, mais non rendre le parfait équilibre à un corps ébranlé.

Le vice d'un systême vient le plus souvent de ce qu'on s'y borne à procurer l'avantage d'une des branches de l'état, sans considération du dommage qui en résulte pour les autres. Lorsque les parties souffrantes ont la faiblesse de leur côté, le nouvel usage prévaut; mais il arrive nécessairement qu'après un certain intervalle, la faiblesse d'une ou de plusieurs classes de l'état se communique à toutes, comme l'altération d'un seul ressort suspend l'effet de toute une machine: alors l'usage est aboli & les intérêts réciproques recouvrent leur vigueur.

Lors donc qu'il est question d'établir un usage, il faut observer trois points d'accord, desquels sa durée dépend absolument. C'est l'unique moyen de viser à la perpétuité & d'obvier aux inconvéniens qui suivent de la lésion de l'intérêt particulier.

La première attention se tourne du côté de la religion. Dans les pays où, comme parmi nous, les peuples sont éclairés par la révélation, il n'est pas

difficile de s'assurer du rapport de son sentiment avec la volonté divine. Il ne faut pour cela ni être théologien, ni s'occuper à chercher le vrai dans cette foule de questions condamnées à l'obscurité des écoles, & dans l'amas indigeste des loix qui forment le droit canon, où il ne se présente pas toujours. Il suffit de consulter la nature, dont la religion n'est que la perfection.

Un principe est conforme à la nature lorsque les effets qui en découlent sont tels qu'ils produisent le plus grand bien possible, sans qu'aucun mal réel en résulte. Une religion qui se trouveroit opposée, soit dans la spéculation, soit dans la pratique, à des principes de l'espèce de celui-ci, pourroit, à bon droit, être suspectée d'humanité. Dieu qui forma les hommes, les forma, sans doute, pour le bonheur. Si le bonheur n'eût pas été fait pour eux, il ne leur en auroit pas donné l'idée, ni encore moins le desir véhément de le posséder. L'homme seroit un effet contraire à la cause qui l'a produit. Le desir d'être malheureux, s'il existoit, seroit le comble de la démence.

On doit ensuite considérer son projet du côté du bien de l'état. Il ne faut pas que ce bien soit propre au

gouvernement seul , sans égard aux membres de la république ; il doit être comme le résultat de tous les *bonheurs* partiels dont jouissent individuellement les membres , & collectivement les familles qui la composent : en sorte que le bonheur général , formé d'abord d'une multitude de portions de bonheur , reflue incessamment des membres au chef , & de la tête aux diverses parties du corps.

Enfin , le troisième objet qui , comme on voit , est en quelque sorte compris dans le second , regarde les peuples. Les maux qui naissent d'une liberté indéfinie dont la licence est toujours la suite , approchent de ceux qu'enfante une servitude atroce. Il est donc nécessaire , quand on propose le bien , d'examiner sévèrement si ce bien dont on veut procurer la jouissance aux sujets , comprend en même temps le bien du prince , & la conservation de l'autorité législative : s'il est de nature à devenir alternativement cause & effet , & à pouvoir circuler sans obstacle du sujet au monarque , & de celui-ci à ses sujets : s'il peut , en un mot , devenir le lien indissoluble de la puissance & de la fidélité , de l'autorité & de la soumission.

La pratique du divorce légal , tel

que nous le concevons , nous paroît renfermer ces divers avantages. Nous avons vu que non-seulement il ne répugne point absolument à la religion , mais qu'au contraire il tendroit à son bien en rendant la pureté aux mœurs & en diminuant la masse du vice (1). Nous sommes entrés ailleurs dans des détails qui prouvent combien les divers états catholiques sont intéressés à rétablir le divorce , vû le célibat religieux qui y a lieu , & qui fait que , toutes choses égales , ils ne peuvent être en proportion avec des puissances chez lesquelles tout popule , en même-temps que la température du climat & des mœurs favorisent la population & la rendent plus nombreuse & plus robuste.

Le divorce légal conforme aux intérêts de l'état , considéré séparément des individus qui le forment , com-

(1) Lors même que je travaillois à cet ouvrage , plusieurs docteurs & plusieurs jurisconsultes furent consultés. On affecta de choisir parmi les premiers ceux qui font profession de la morale la plus austère , & parmi les seconds ceux qui ont prouvé par leurs ouvrages la connoissance la plus profonde du droit public. En convenant des difficultés que le rétablissement du divorce pourroit rencontrer , tous tombèrent d'accord de son utilité & du bien qui en reviendrait à la religion & à l'état. On ne nomme personne ; l'événement justifiera la vérité de cette note.

porte aussi le bonheur des familles ; & s'étend aux particuliers dont elles sont composées. Ce dernier avantage qui en découle , comme les conséquences du principe , est une nouvelle preuve que notre sentiment est fondé en raisons. L'utilité universelle est la marque caractéristique des systèmes appuyés sur la nature. Ceux qui s'en écartent peuvent , en quelques circonstances , produire les mêmes effets ; cela n'est pas impossible : mais leurs résultats , bons ou mauvais , sont l'effet du hazard ou de la violence. Ils ont besoin d'être étayés d'une loi contraignante & leur durée a toujours pour bornes le moment où l'illusion cesse , ou celui auquel la violence n'agit plus. Ainsi le fanatisme même a pu procurer quelquefois le bonheur à ceux qui en ont été saisis. Leur ivresse étoit la mesure de leur félicité ; leur bonheur a pris fin avec la chimere qui le produisoit.

Le bonheur particulier des familles a pour fondement l'intelligence qui regne entre les divers membres qui les composent. Mais ce parfait accord , seul capable de fixer la félicité au milieu des sociétés , ne peut pas toujours résulter des loix qui l'imposent , ni de la religion qui le prescrit. On ne va

point au bonheur par la contrainte ; c'est l'ouvrage de la liberté naturelle. Les loix & la religion dirigent ce sentiment ; elles ne le donnent pas. L'amour réciproque des époux , leur tendresse pour leurs enfans , le respect & l'amitié des enfans pour leurs père & mere , l'estime générale entre soi qui fortifie & perpétue ces sentimens affectueux ; voilà les sources uniques de l'union & de la paix dont un si petit nombre de familles nous offrent l'intéressant spectacle.

Mais qui peut produire ces germes du bonheur des familles ? Sera-ce le soupçon , la jalousie , la défiance ? Sera-ce un dégoût qu'on ne peut vaincre ? Sera-ce enfin l'idée d'un malheur dont rien ne peut détourner le cours , ni borner la durée ?

Ce n'est pas dans les premiers transports de l'amour qu'il faut considérer l'état de mariage. Les réflexions sont rares dans cet intervalle , & elles tournent toujours à l'avantage de l'objet dont on est épris. Dans les temps qui suivent , il faut , pour attacher , quelque chose de plus que de l'esprit & des charmes. La certitude d'être aimé , de l'être sans réserve & privativement à tout autre : voilà , selon moi , le plus puissant de tous les mo-

tifs pour perpétuer une union. Lui seul donne le prix aux sacrifices qu'on nous a faits , soit du côté de la fortune , du rang ; soit de celui de la beauté des talens , &c. Sans ce motif , le mérite de la préférence est détruit , il n'est plus rien de flatteur dans le choix , & la conquête perd tout ce qu'elle avoit de piquant.

Mais comment acquérir cette certitude dans le système de l'indissolubilité du mariage ? Ne sommes-nous pas conduits à croire au contraire , que le nœud seul de la contrainte nous attache cette personne qui , en effet , nous est liée par un pacte irrévocable ? La plus légère altercation , une simple attention oubliée suffit quelquefois pour faire naître ce soupçon ; & qui peut l'effacer , tandis que tout concourt à l'accroître ?

Ces petites tracasseries dont aucun ménage n'est exempt , & qui naissent de l'intimité même dans laquelle vivent un mari & une femme , ne sauraient avoir de suites quand le divorce a lieu. La faculté respective de se quitter , assure de la situation du cœur. J'ai un débat avec ma femme ; je le suppose vif ; j'ajoute encore qu'elle avoit tort ; mais elle revient à elle-même ; elle pouvoit invoquer le di-

vorce : si la querelle qu'elle m'a faite eût été le fruit de la réflexion, l'effet d'une antipathie invincible ; elle auroit usé de son droit. Elle ne l'a pas fait : j'en conclus bien naturellement qu'elle m'aime ; que l'écart où elle a donné est l'effet de sa vivacité. Son retour détruit tous mes soupçons. Si le mariage est indissoluble , qui me garantira sa sincérité ? En supposant que le tort vienne du côté du mari , la femme peut raisonnablement avoir les mêmes craintes. Sa beauté , sa fortune , loin de la rassurer sur le compte de son époux , lui feront appréhender plus de dissimulation. Après un premier manquement , rien ne peut lui prouver qu'elle est aimée ; & quoi de plus capable d'indisposer , d'aigrir , que l'idée d'être attachée pour jamais à une personne qui ne nous aime pas , & qu'on finit par haïr , & cela souvent sans aucun motif fondé de part & d'autre ?

Il est quelques loix qui supposent les hommes méchans : peut-être ne l'étoient-ils pas tant avant l'existence de ces loix. La contrainte dont il ne revient rien à celui qui l'impose , ni à la société , est le dernier période du despotisme. C'est elle , qui en harcelant le cœur humain , l'irrite & le corrompt. La vertu dans les fers est héroïsme :

rous n'y peuvent atteindre. Peut-être la perpétuité du mariage a-t-elle produit plus d'horreurs que l'ambition forcenée des conquérans & l'implacable cruauté des tyrans dont la terre fut inondée dans les temps barbares. On pouvoit fuir au moins leur présence. Nulle loi érigée en dogme ne forçoit à attendre leurs coups. Dans le mariage indissoluble, il faut vivre avec son ennemi, quelquefois avec son bourreau, baiser la main qui doit nous percer. Pour fuir son tyran, il faut essayer d'abord de le détruire, tenter l'emploi de moyens honteux, administrer des preuves sur des objets qui souvent n'en sont pas susceptibles. Si l'on succombe, la fuite est interdite. Il ne reste plus alors que la cruelle alternative de vivre infâme, ou de mourir malheureux.

La certitude d'être aimé qui résulte de la faculté réciproque qu'on a de se quitter, en chassant tout soupçon sur sa postérité, met les enfans qui naissent, pendant que cette certitude a lieu, dans toute autre position à l'égard de leurs peres & meres. Comme ils fortifient l'union de leurs auteurs, ils en étendent les soins. La tendresse qu'ils inspirent à leurs parens réjaillit sur eux. Au contraire, l'incertitude

qui bannit la paix du mariage , rétrécit des soins qu'on croit ne devoir qu'à ce qui nous touche.

Ainsi l'on voit continuellement l'enfance abandonnée à des mains mercénaires , ou recevoir les impressions les plus dangereuses dans la maison paternelle. Le doute est presque toujours la cause de la négligence de l'éducation. On ne donne à des enfans , dont on soupçonne l'origine , que ce qu'on accorderoit à des étrangers auxquels on ne doit rien , quelquefois moins encore. Souvent même les apparences d'une froide estime cachent en ce cas la haine invétérée ; & delà ces exhérédations , ces vœux forcés , ces fonds dissipés , & tant d'odieux moyens mis en œuvre pour exterminer les générations futures.

L'admission du divorce change absolument l'éducation actuelle ; & quand son rétablissement ne produiroit que ce bien , ç'en seroit toujours un très-grand. On peut s'en rapporter à la nature sur les soins d'agrément qu'on aura pour des enfans nés d'une union chérie ; les soins utiles y seront ajoutés par le même motif. Des époux qui s'aiment , & qui sont convaincus que le bonheur ne s'est perpétué dans leur ménage que par l'honnêteté , la

sagesse , la probité , l'économie , la douceur , ne manqueront pas de former leur postérité à ces vertus. Le pere inculquera à son fils que le milieu entre le mariage & le célibat est un état de crime ; que l'exacte probité est la premiere des vertus ; que s'il est odieux dans tous les cas de violer sa parole , c'est un sacrilege d'enfreindre un serment fait en face des autels ; que tromper une femme , c'est justifier d'avance les écarts dans lesquels elle donneroit ; qu'il faut toujours conserver la puissance maritale pour régner par la douceur sur le cœur de sa femme ; que l'unique moyen d'éviter le dégoût, c'est de mettre de la décence dans les plaisirs , & de borner la volupté ; que les excès en tout genre conduisent à la satiété ; que les fougues de l'amour , peut-être excusables dans une inclination passagere , se doivent éviter dans une union qu'on a dessein de rendre éternelle ; que comme le pouvoir du chef de famille , semblable à celui de la divinité , ne doit se faire sentir que pour produire le bonheur , il ne faut épouser ni son esclave , ni une personne d'un rang trop élevé au dessus du sien ; que le grand moyen de pacifier les petits troubles domestiques

est d'employer la douceur ; que les exhortations & les caresses ont plus d'empire sur un sexe paitri de tendresse, que la sévérité, & qu'il ne faut jamais en faire usage que pour ramener au bon ordre ; que pour pallier les inconvéniens du mariage , il est bon de se rappeler sans cesse qu'il en est dans tous les états de la vie , & que si la femme que nous avons a des défauts , les autres femmes ont les leurs, comme nous avons les nôtres ; qu'enfin le seul guide qu'on ait à suivre en s'établissant , c'est son cœur ; qu'il faut préférer le rapport de caractère , les qualités du cœur & de l'esprit , à tous les autres avantages , & laisser à la Providence le soin du reste.

La mere de son côté prescrira la pudeur à sa fille , comme le principal ornement de son sexe. Vous n'avez pas la force en partage , lui dira-t-elle ; elle vous fiérait mal. Soyez douce , complaisante , affectueuse ; fuyez ces inégalités , ces caprices , ces tons décidés , ces emportemens , qu'un amant souffre , parce qu'il ne vous respecte pas ; mais qu'un mari auroit droit de corriger pour vous rendre respectable. Gardez-vous bien de croire , en vous mariant , conserver la propriété de

votre personne. Elle est le retour des avantages que vous fait votre époux. N'ajoutez point l'art aux charmes que vous tenez de la nature, à moins que vous n'y soyez contrainte ; mais faites usage de tous vos attraits pour séduire votre mari.

C'est-là le point capital. Ces négligences qui inspirent le dégoût & qu'on n'oseroit montrer aux yeux du public, ne sçauroient attirer un homme qui vit intimément avec vous. Evitez-les ; c'est l'écueil de l'amour. Dans quelque rang que le sort vous place, ne confiez à personne le soin de votre ménage. Si le soin d'acquérir des richesses regarde votre mari, celui de les économiser vous touche. Ces occupations, en remplissant votre temps, éloigneront de vous le vice & les vicieux. Je ne vous recommande pas d'aimer votre mari, parce que vous serez libre dans votre choix, & que sans doute votre cœur seul le décidera. Si votre époux est honnête homme, il vous dédommagera bien de tous ces petits sacrifices. Vous aurez toute sa confiance, toute son estime, tout son respect, toute son amour. Il vous rendra la mere d'une postérité nombreuse. Eh ! que cet avantage qui nous rend vénérables à la société entière,

l'emporte infiniment sur les foibles agrémens d'une vie dissipée , & de l'état équivoque d'une femme sans enfans , étrangere à son mari , odieuse à la nature , qui consomme à des occupations frivoles un temps qu'elle doit à son domestique , qui ne cultive ses charmes que pour multiplier ses crimes , & qui finit enfin par être l'objet du mépris de ceux même dont elle se croyoit l'idole ! Au reste , ma fille , s'il vous arrivoit d'être trompée , si votre mari étoit un perfide , un ingrat , n'usez jamais de représailles. En voulant vous venger , vous vous déshonoreriez. Songez que vous êtes la dépositaire de la nature , & qu'une infidélité est également la violation du droit divin & du droit humain. D'ailleurs ces sortes de dédommagemens sont accompagnés de tant de risques , suivis de tant de remords , qu'à moins d'avoir perdu tout sentiment de pudeur , on aggrave son malheur , en y recourant. Si votre mari s'éloigne de vous , ne ménagez rien , pas même l'artifice , pour le ramener : c'est-là le cas où il est permis. S'il continue de vous outrager , invoquez les loix , elles vous dégageront. Vous serez après votre séparation une femme estimable que plus d'un homme recherchera.

Ces leçons, appuyées de l'exemple, influenceront puissamment sur la jeunesse. Elles seront suivies, parce qu'elles n'ont rien de contraignant, & que le bonheur résultera toujours de leur pratique. Les personnes qui apporteront ces principes dans le mariage, ne recourront certainement pas au divorce : du moins le cas sera rare. On les a négligés ; & voilà la cause de tant de divorces qui subsistent aujourd'hui. On s'est fait du mariage une idée tout-à-fait contraire à son institution. *La seule fin de l'union des deux sexes*, dit Saint Clément d'Alexandrie (1), *est la production des créatures raisonnables qui doivent durer éternellement. C'est une perfection*, continue-t-il, (2) *de produire son semblable pour remplir sa place. Dans les maladies, la vieillesse, il n'y a point de secours pareil à celui d'une femme & des enfans.*

Il suffit de comparer l'éducation de nos jours, avec ces principes, pour connoître la source du mal.

Non seulement Clément d'Alexandrie raisonne en chrétien, mais en philosophe ami de l'humanité. L'indissolubilité du mariage n'avoit point lieu

(1) Clém. Alexand. Pedag. l. 2.

(2) Ibid. Strom. l. 1,

de son temps (1) & le concile d'Elvire tenu deux siècles après lui, ne prononça de peines que contre ceux qui recouroient au divorce sans motifs raisonnables (2). Clement prescrit en deux mots la conduite qu'il faut tenir pour le rendre perpétuel. En effet, un mariage stérile, à moins que des raisons physiques ne le réduisent à cet état, est un assemblage monstrueux de l'union conjugale & du célibat. C'est une situation violente & contre nature, dans laquelle on ne peut rester long-temps. Pour se dédommager d'une contrainte qu'on s'est soi-même imposée, on convertit en crime un acte légitime, & le temps de la fécondité se passe d'un côté à multiplier & varier ses plaisirs pour en détruire l'effet; de l'autre à donner naissance au hasard à de malheureux êtres dont la patrie est la marâtre, & qui la surchargent à leur tour d'un poids inutile.

Le genre d'éducation dont je viens de parler, & qui me paroît si conforme à la nature & à la religion, ne peut

(1) Il vivoit dans le 2e. siècle.

(2) Les femmes qui, sans cause, auront quitté leurs maris pour en épouser d'autres, ne recevront pas la communion, même à la mort. *Conc. d'Elvire* dans le 4e. siècle, can. 8e

être mis en usage , tant que l'indissolubilité du mariage subsistera. Du moins il seroit de peu d'utilité. Si le cas prévu par cette sage mere arrivoit , de quoi serviroient ces principes ? Sa fille liée pour jamais au tyran qui l'opprime , s'avisera-t-elle d'employer ces salutaires remedes contre un mal incurable , & dont elle voit en gémissant la perpétuité ? Le mari , d'ailleurs , auquel la fortune & la personne de sa femme sont garanties par l'irrévocabilité du pacte , peut , dans la sécurité , pousser l'outrage jusqu'à l'excès , pourvu qu'il évite l'éclat. Une femme qui ne voit dans le mariage que l'acquisition d'un nom , d'un rang fixe , pour le prix d'un sacrifice souvent peu coûteux , n'a pas besoin de ces maximes. Sa mere qui les ignore , ne peut les lui inculquer , & elles lui seroient inutiles , puisqu'elle n'embrasse l'état le plus sérieux , le plus saint , que parce que sa permanence lui assure un titre dont sa légèreté & quelquefois sa débauche même ne scauroient la priver.

L'effet de l'indissolubilité du mariage se réduit à perdre une famille entiere dès que l'un des époux viole les loix de son engagement , ou que de fortes raisons les éloignent l'un de l'autre. Tous les sentimens d'honneur ,

de religion ne peuvent souvent tenir contre un malheur qui nous attaque au sortir de l'enfance & qui menace de nous conduire au tombeau. L'effet du divorce, au contraire, est non-seulement de retenir dans les bornes du devoir, de faire résister aux appas du désordre, d'étouffer des passions vagues dans leur naissance; mais encore de séparer l'innocent du coupable, comme on sépare le bouc du reste du troupeau. Par lui, l'homme vicieux sera marqué à ne s'y pas méprendre. S'il tente de former une seconde union, nous voudrions savoir le motif secret qui a fait dissoudre la première, nous l'apprendrons, & il sera étonné de se voir isolé au centre même de la société. C'est l'effet de la censure, ministère particulièrement destiné à corriger les abus que la justice ne punit point (1).

Le divorce au reste n'a rien de contraignant, puisqu'après son rétablissement, il ne sera pas moins loisible à ceux qui n'en voudront pas faire usage, de rester dans leurs chaînes, qu'il ne l'étoit auparavant. Le pouvoir du magistrat n'agit qu'en conséquence de la plainte, & ceux que la conformité

(1) Des Corps Polit. l. 1, ch. 5.

d'humeur, ou que l'association du vice attache irrévocablement, n'ont rien à craindre de la loi du divorce. Après huit siècles d'abandon, il seroit peut-être trop rigoureux d'imposer au mariage l'honnêteté & la fécondité. C'est l'ouvrage du temps & de la mésestime où il n'est pas difficile de réduire les unions stériles, & ceux qui sans de bonnes raisons se vouent au célibat.

L'objet du divorce est de procurer le bonheur à ceux qui le desirent, & qui en sont privés par la loi contraire de l'indissolubilité. Il seroit absurde d'imaginer qu'un gouvernement éclairé cédera plutôt aux bégayemens d'une opinion vague qui sacrifie tout à l'intérêt ou à l'illusion, qu'aux cris d'une multitude qui gémit de ne pouvoir être utile, & qui ne réclame la liberté de rompre des nœuds déjà détruits par le fait, que pour donner à l'état d'utiles citoyens.

La faute de l'un des époux, souvent celle de tous les deux, un dégoût fondé, une incompatibilité dont quelquefois on ne peut rendre raison, mais dont on se plaint, enfin une répugnance invincible qui réduit au froid nom de devoir l'impétueux desir qui unit les deux sexes; voilà des motifs

qui altèrent la concorde dans les familles , qui la détruisent même , & qui exigent toute l'attention de la souveraineté , parce que la population y est intéressée.

Si ces accidens n'arrivoient qu'après le temps marqué pour la propagation de l'espece , le mal ne seroit pas si grand ; mais ce seroit toujours un mal. On ne sçauroit trop répéter cette maxime , que le bonheur général se forme des diverses portions du bonheur particulier. Mais quels inconvéniens ne résulteront pas de ces dissensions domestiques , de ces haines , de cette discorde entre époux , lorsqu'elles naîtront à l'époque de la fécondité ?

Si la faute vient de la part du mari , la première victime d'une division que foment & nourrit l'indissolubilité du mariage , sera la femme. Partie innocente dans une injuste querelle , elle en supporte tous les dommages. Exposée continuellement aux brusques incartades d'un tyran qui la traite en esclave , qui méprise tout en elle ; pour qui ses attraits , ses vertus , sont des défauts ou des vices ; livrée à tous les dangers qu'elle doit craindre d'une fougue libertine ; soumise à des plaisirs qui portent dans son sein le ger-

me fatal d'un poison qu'elle ignore , qui détruit sa beauté , en corrompant son sang , qui souvent la précipite au tombeau ; environnée enfin par une foule d'écueils qu'elle ne peut éviter , il ne lui reste de consolation que dans le terme où tout espoir finit.

Bientôt en proie aux remords d'avoir mal choisi , & frappée d'une perpétuité dont rien ne lui cache plus l'horreur , elle s'en prend à elle-même. Avec des passions douces , le chagrin la dévore. Si elles sont véhémentes , peut-être recourra-t-elle à des moyens violens pour se soustraire aux malheurs qui la poursuivent. Mais elle n'est pas coupable d'un choix qu'elle n'a point fait. Ses parens ont cru ou supposé des rapports de convenance , où il n'y avoit que des rapports d'intérêt. Ils lui avoient donné le jour , & la reconnoissance dûe à ce bienfait est affoiblie par le souvenir de la maniere cruelle avec laquelle ils l'ont vouée sans retour à l'ambition. Ce n'est point assez de procurer l'être , si l'on n'y ajoute le bien-être. Ne m'avez-vous donné la vie que pour me l'arracher ?

Ainsi les personnes , jadis sacrées pour nous , deviennent l'objet de notre haine. C'est un crime , sans doute , de manquer à l'amour , au respect filial ;

mais tout principe cède au sentiment qui nous déchire , & la morale s'éclipse quand on veut l'employer à justifier le plus grand des malheurs.

La présence d'une femme vertueuse , malgré l'excès de ses peines , devient enfin importune. On veut être vicieux , mais on n'a pas la force de n'en point rougir. On se persuade qu'une liberté absolue ramenera la tranquillité dans la sphere du désordre , & la femme est reléguée dans un de ces déserts , où l'humanité gémit sous le pouvoir d'une décence arbitraire , où l'on arrache à la nature ses plus cheres productions , pour en faire l'imbécile sacrifice au Dieu qui ne les a formées que pour perpétuer cette même nature.

Souvent elle porte dans cet asyle consacré à la pudeur , tous les feux permis à son âge , à sa condition de femme. Il faudroit les éteindre ; sa résistance les attise. Flottante entre deux penchans qui la tourmentent également , après s'être abreuvée à longs traits de l'horrible idée d'une inflexible fatalité , elle finit par abhorrer les parens qui l'ont contrainte , le mari qui l'a trompée , les loix qui ont détruit sa liberté , & quelquefois la religion du serment qui l'engage sans retour.

Quelque abondans que soient les secours de la morale , il ne faut pas trop compter sur leur efficacité. Il est plus facile de les administrer que d'en faire usage ; & pour bien sentir tous les maux qui affligent une femme sage & séparée , il faudroit être à sa place. Sortie des mains de la nature , pour être la mere d'une nombreuse postérité , une loi contrastante la soumet à l'anathême de la stérilité , en même-temps qu'elle la retient dans la classe où la fécondité est légitime. Le nom de femme n'est pour elle qu'un accablant fardeau , qu'un titre onéreux , dont l'usage lui est interdit ; qu'un lien invisible qui captive son esprit , sans satisfaire son cœur.

Pour la frapper par l'endroit le plus sensible , qui sçait si son injuste époux ne lui imputera pas des torts dont lui seul est coupable ? si des parens prévenus , si une famille puissante lui permettront de se justifier ? Si sa fortune est considérable , elle sera criminelle. On lui a ravi la liberté , on veut lui ravir l'honneur ; & peut être le sacrifice de tous ses biens ne la sauvera pas de ces fâcheuses extrémités.

Sans prétendre être l'apologiste d'un sexe dont j'aime les vertus & connois les vices , j'ose avancer que l'irrévocabilité

bilité des engagemens lui est plus funeste qu'à nous. La force est du côté des hommes, & les femmes n'ont à y opposer que la beauté & la douceur, souvent incapables de désarmer un barbare. Les loix divines condamnent également, il est vrai, les dédommagemens que des époux séparés dans le fait, peuvent se procurer; mais les loix humaines, mais un préjugé infamant distinguent le sexe dans le crime. Elles le poursuivent & le punissent sur la femme qui est rarement dans le cas d'attaquer, & le tolèrent dans l'homme qui en est l'instigateur.

Il ne faut cependant pas blâmer les loix qui astreignent les femmes à une sagesse d'où dépend la certitude des filiations & la tranquillité des familles, ni les taxer d'une sévérité outrée. Qu'elles s'arment de plus de rigueur encore à l'égard des personnes qui sont dans une situation naturelle, c'est le vœu de l'honnêteté publique. Mais cette femme innocente jusqu'à l'époque de ses malheurs; cette femme qu'un mari qu'elle n'a pas choisi, n'a épousée que pour sa fortune, dont l'amour pour elle n'a été que le caprice d'un moment, que l'effet d'une politique intéressée; cette femme qui n'a changé de nom & d'état, que pour

devenir l'objet des mépris de celui qui les lui a donnés ; cette femme à qui il ne reste de sa condition que le vain repentir de n'être plus fille , qui se voit la proie du vautour qu'elle ne peut éloigner ; cette femme , en un mot , dont un dissipateur prodigue les biens aux complices de son inconduite , & qui se voit passer rapidement de la fortune la plus brillante , à l'indigence réelle ; cette femme-là , dis-je , devons-nous la condamner , ou l'absoudre ? Je ne tiens pas pour le dernier parti ; mais ôtez-lui ses sentimens , dépouillez-la de la nature , arrachez-lui le cœur , & faites triompher vos loix.

Dans l'hypothèse du divorce légal , la sévérité des loix devient équitable , & le préjugé légitime. Cette femme qui a pu se tromper dans son choix , ou y avoir été contrainte , n'a pas , en contractant , perdu sa liberté d'une manière indéfinie. Elle peut la reprendre. Elle n'a plus le mérite imaginaire d'être fille , mais elle a toute sa fortune , s'il ne reste point de fruit de son premier engagement ; elle peut disposer de sa main au gré d'une inclination raisonnable , & la conduite honnête qu'elle aura tenue avec un mari qui ne lui en donnoit pas l'exemple , lui sera un sûr garant de la recherche

qu'on fera d'elle, dans l'espece de veuvage où le divorce l'aura placée (1).

La loi irritante de l'indissolubilité du mariage, sans retenir les passions de l'homme dans des entraves aussi gênantes que celles de la femme, n'influe pas moins sur son malheur. L'espece de liberté qu'elle lui laisse par rapport aux plaisirs des sens, ne compense point la satisfaction intérieure qu'une jouissance légitime procure. Dès que l'ivresse des passions cesse, qu'on atteint ce temps où la tranquille amitié succede ordinairement aux transports de l'amour, alors on entre en compte avec soi-même. La comparaison de l'usage qu'on a fait de soi, avec celui auquel on étoit destiné, vous effraye, & répand sur toute cette

(1) Des personnes qui sont attachées aux anciennes formes, croient voir dans le divorce légal la subversion total des loix qui ont régi le mariage. Que deviendront alors les conventions matrimoniales, les gains nuptiaux, &c ? Nous aurons occasion dans la suite de traiter ces objets. Nous nous contenterons de dire ici qu'il ne faut pas mépriser les usages, parce qu'ils sont anciens ; mais qu'il n'est pas utile non plus d'en faire la regle invariable de notre conduite. Dans les différentes parties d'une législation, il est cent choses qu'on peut conserver, & un grand nombre d'autres qui doivent être corrigées. Le choix en est réservé à la Puissance souveraine ; les moyens propres à y parvenir sont l'ouvrage du citoyen. Porter le flambeau de la critique jusqu'auprès du trône, c'est honorer la majesté des rois.

portion de la vie, qui commence à l'âge mûr & finit avec nous, une mélancolie dont rien ne peut corriger l'amertume.

C'est à cet âge que l'homme, dans l'ordre des choses, doit commencer à goûter une volupté douce sans langueur, uniforme sans monotonie; il n'éprouve au contraire qu'agitations, que troubles. Il recourt en vain aux moyens qui l'ont si long-temps étourdi. C'en est fait, le voile est déchiré, toute l'horreur de son sort lui est connue. Je suis homme, dit-il, & je dois communiquer à de nouveaux citoyens la vie qui m'a été donnée. Le nom, les biens qui m'ont été transmis, je dois les remettre à ma postérité. C'est, sans doute, dans cette vue que je me suis marié; l'alliance que j'ai contractée n'a pu la remplir. Peut-être la femme que j'ai épousée est-elle stérile; mais quand elle ne le seroit pas, la conduite qu'elle a tenue dans les temps qui suivirent notre union, ne m'auroit pas permis de regarder sa postérité comme la mienne. C'eût été peu pour elle de me ravir une possession que je me croyois acquise exclusivement, si elle n'eût pas donné à sa débauche tout l'éclat du scandale. Je me suis trouvé couvert de honte, sans l'avoir

à
é-
a-
ns
à
n-
il
,
x
r-
é,
n-
is
ns
,
e
t,
e
c-
n-
;
la
os
it
é
ur
e
fi
e
is
r

mérité , & tandis que d'un côté l'on me traitoit en complice d'une faute que j'ignorois , on ne me permettoit pas de l'autre de séparer mon sort de celui de la coupable. Ce procédé si partial , & qui me paroît si injuste aujourd'hui , je n'y réfléchis point alors. La voie des dédommagemens me sembla la plus propre à me venger de l'infidelle ; ce fut celle que je suivis. Actuellement ces moyens me répugnent. Je ne peux , sans cesser d'être honnête homme , faire partager mon malheur à mes semblables , qui n'en font pas la cause. Pourquoi porter dans d'autres familles le trouble & la stérilité qui régneront dans la mienne ? Pourquoi détruire , parce que je n'ai pu édifier ? Le mal que je ferai à mes concitoyens , se convertira-t-il en bien pour moi ?

Cependant les années s'écoulent , & l'espoir de ce malheureux va s'anéantir. Il est homme , il a les facultés de son espece : un pouvoir magique en suspend l'exercice ; on ne lui laisse qu'une liberté que la religion condamne , & que l'honnêteté réprouve. Dans cette affligeante situation , il jette un coup d'œil sur le passé. Le souvenir de la maison paternelle se retrace à son imagination. Il y voit une

nombreuse famille , animée du même esprit , concourir à l'intérêt commun , sous la conduite d'un pere éclairé , d'une mere vigilante. L'affectueux tableau des caresses innocentes que se prodiguoient ces époux unis par l'amour & l'estime , lui fait envier des modeles qu'il n'a pu imiter. Un spectacle plus touchant vient le frapper : c'est son pere accablé d'ans & d'infirmités. Il apperçoit *autour* du lit de ce respectable vieillard une épouse , affoiblie par les veilles , puiser dans son zele des forces qu'elle n'eut jamais dans son tempérament. Elle se multiplie en proportion des besoins de son mari. Des enfans attentifs sont prêts , au moindre signe , à donner les secours qu'on peut attendre d'eux. La crainte & le desir sont peints sur tous les visages. Une noble émulation attache l'honneur à rendre au malade les offices les plus abjects. Comme l'amour , l'amitié annoblit tout.

Qui suis-je donc , & que deviendrai-je , reprend l'homme isolé ? Où est cette femme , où sont ces enfans qui doivent me survivre & me perpétuer , qui doivent prendre soin de ma vieillesse & fermer mes paupieres ? Où sont-ils ? Je ne vois autour de moi qu'un vuide affreux. Mais ces valets ,

ces collatéraux intéressés à vous servir.... Si les droits sacrés du sang sont quelquefois trahis, quels secours dois-je attendre d'un héritier avide ou d'un valet mercénaire ?

Cet homme qui, parvenu sur le retour de l'âge, & sans postérité, voit la nature finir en lui, va se conduire comme si réellement la durée du monde étoit bornée à son existence. Ce n'est pas le bonheur qu'il cherche, il lui est interdit. La vengeance devient sa passion favorite. Les fonds dont il peut disposer, il les joue contre un étranger & les perd irrévocablement. Ceux dont il n'est pas le maître absolu, il les détériore. Il détruit ses châteaux, abat ses forêts, ne laisse que ce qu'il ne peut consommer. Il meurt enfin. Pénétrez ses sentimens ? C'est un lion blessé qui rugit. Il ne peut arracher le trait qui l'a percé : il maudit la main dont il est parti.

Ainsi une religion faite pour le bonheur des humains, & qui les y conduit si sûrement tant qu'on ne s'écarte point de la nature, dont elle n'est que la perfection, devient l'instrument de leur malheur. N'en accusons point la divinité ; c'est le mélange ridicule de nos opinions, avec les vérités éternelles, qui a fait tout le mal. Serions-

nous donc assez infortunés pour être entraînés, par notre manière d'être, à l'infraction des loix du Dieu qui forma notre existence?

Jamais la religion ne fut mieux suivie, plus respectée, que dans les premiers temps. La nature raisonnable sentit d'abord le secours qu'elle lui procuroit pour se rapprocher de son auteur. Mais, lorsque dans les temps qui suivirent, on s'avisa de faire des loix destructives de la liberté & de la félicité des hommes, les contradictions que l'on éprouva entre le sentiment inné & le devoir arbitraire, commencerent à donner de l'ombrage. On douta qu'il fallût soumettre son esprit à un régime qui contrarioit son cœur.

Delà les divisions sans nombre dont nous avons été travaillés depuis tant de siècles; delà l'avantage qu'ont eu les sectaires qui, voyant bien que la servitude abrutissante étoit un joug insupportable, prêcherent une excessive liberté qui grossit aussi-tôt leur parti. Rien de plus digne de la divinité que de conduire les hommes à la perfection par des moyens qui soient praticables; c'est le but du christianisme; & l'on peut avancer, avec une espèce de certitude, que le siècle de la philosophie étant celui de la vérité,

on verra dans peu renaître le bonheur, & s'anéantir cette foule bizarre de loix, d'usages anti-naturels, inventés par la cupidité, pour tenir l'humanité aux fers.

Les premières années du mariage semblent quelquefois promettre une suite non interrompue de prospérités. On est tenté de croire que des personnes qui ont passé plusieurs années dans la plus parfaite union, persévéreront jusqu'à la fin dans cet état de bonheur. Sans doute, les enfans nés dans cet intervalle cimentent un engagement qui, d'ailleurs, est fondé sur de bonnes raisons, sur une convenance qui s'est perpétuée jusqu'ici. C'est du moins leur effet; mais il n'est produit cet effet, que dans la situation naturelle. Dans la situation violente de l'indissolubilité du mariage, tout change, le bien même devient mal; & comme les causes sont hors de l'humanité, les résultats s'en éloignent toujours. Au moindre revers, l'éternité du lien vient en grossir l'objet. L'humeur s'aigrit par les chagrins. Mais dans le système de la dissolubilité du mariage, la crainte réciproque d'être quitté, nous retient. On recourt à sa femme comme à sa consolation, ou on la fuit comme la cause de ses peines.

Voilà l'effet des deux loix. Essayons de les appliquer au cas suivant.

Si je voulois peindre d'après le vrai, je ne manquerois pas de modeles. En prenant mes tableaux au hasard, il n'arrivera pas moins que plus d'un lecteur s'y reconnoîtra. Je les vois ces époux séparés, après avoir donné le jour à deux enfans. Ils lisent mon livre, & l'arrosent de leurs larmes. L'aisance & la paix régnoient dans leur ménage. Ils ne sortoient des transports de l'amour que pour entrer dans ces délicieux épanchemens du cœur, dont la sensible & inquiète amitié connoît bien seule tout le prix. Ils se dispuoient, mais c'étoit le mérite de se plaire mutuellement. Tout sembloit, en un mot, leur assurer des jours filés par la main du bonheur.

Le libertinage, pour qui rien n'est sacré, ne peut voir d'un œil tranquille le bonheur dont il ne jouit pas. Un de ces célibataires qui, sous le triple front d'un hypocrite, promulgue des loix qu'il méprise, & prêche la pudeur, même en la violant, croit sentir augmenter les privations auxquelles il s'est condamné, par la félicité de nos époux. Il veut la détruire. Semblable à ces anges précipités pour leur révolte, il ne lui reste que l'espoir, tou-

jours vain , d'affoiblir l'horreur de son sort en la partageant. Pour réussir dans son dessein , il ne prend pas la forme d'un aimable étourdi , d'un inconstant qui ne cherche à triompher que pour chanter sa victoire. Il sçait qu'il échoueroit sous ce masque , que les justes méfiances d'un mari , que les craintes d'une indiscretion toujours certaine , lui feroient manquer son coup. Il sçait que les grands vices ne s'allient bien qu'entr'eux ; que pour tromper la vertu , il faut parler son langage. Il ne cherche pas à plaire , il ne veut que séduire. Elevé dans ces maisons que corrompt l'air de la société , & d'où la contagion reflue incessamment , où l'ordre a la division pour base , où la vertu ne consiste que dans des grimaces & la morale dans des mots , il possède tous les secrets de l'art de tromper. D'abord un pieux prétexte l'introduit chez les époux. Il cherche des modeles de vertu , il les vient prendre parmi eux. Augmenter leur félicité n'est pas en son pouvoir , mais il veut l'épurer , la sanctifier. Son état , qui détruit toute différence entre les sexes , le rend également cher au mari & à la femme. Leur confiance lui est acquise : il va les déshonorer. Il étudie l'époux , lui découvre un dé-

faut, le fait remarquer à sa femme qui l'ignoroit. Elle est frappée : il grossit les objets , la plaint , se place lui-même dans un jour opposé à celui du mari , puis rabattant sur la condition des femmes , en exagere les inconvéniens , en réduit les plaisirs. Mais il est des dédommagemens , des libertés permises.... Mais ne m'avez-vous pas dit que le mariage est un lien sacré , inviolable ? Qu'un époux infidèle est un parjure ; qu'une femme en ce cas joint un vol au premier crime ; que tous deux étoient dignes des foudres du ciel ? Je vous l'ai dit , sans doute , votre situation alors m'étoit cachée. D'ailleurs alors , peut-être , ne pouvois-je vous parler différemment. Un intérêt plus vif m'anime , vos beaux jours languissent dans une uniformité qui en précipite le terme. La jouissance bornée au même objet ne mérite plus ce nom , c'est l'insipide devoir. La volupté ne vous fera jamais connue , si vous ne sortez de ce cercle étroit. Ah ! croyez - moi ; si le plaisir est un bien , il faut le répéter , le varier , pour parvenir au vrai bonheur.

La jeune personne avoit déjà reçu dans son sein le poison du dégoût. Le discours du séducteur excitoit dans son esprit la curiosité , & les passions dans

son cœur. Fille & femme de gens vertueux , vertueuse elle-même , elle ignoroit jusqu'au nom du vice , & il suffit de le lui déguiser. N'étant pas corrompue , elle fut bientôt séduite. La condition du ravisseur le forçoit au silence ; son imprudence le décele. L'affaire éclate , & avec elle la fureur d'être trahie & la honte d'avoir été perfide. On se sépare , on n'emporte que la haine & les remords d'une union qui devoit être la source intarissable de ce que le plaisir a de plus pur.

Voilà un couple bien malheureux , sans doute , mais est-il le plus à plaindre ? Que deviendront les enfans d'un pere qui suppose qu'une premiere faute est la suite d'une multitude d'autres ? Il les regarde comme des étrangers , & la perpétuité du nœud qui l'attache à une famille qu'il hait , fortifie son ressentiment. La femme a pour elle la certitude maternelle. Sa qualité de mere n'a rien d'équivoque ; mais on ne lui doit pas laisser ces enfans ; mais elle n'a pas souvent le droit d'assurer leur fortune ; & quand elle l'auroit , elle ne peut plus aimer son mari , elle n'en chérira pas les enfans.

Si le bonheur de tous les citoyens intéresse l'état , le bonheur des enfans l'intéresse plus essentiellement , plus

particulièrement encore. Ils sont, comme quelqu'un l'a dit très-sensément, ils sont l'épi, leurs pere & mere sont le fût. Incapables de veiller à leurs intérêts, le soin en retombe sur la loi. Dans tous les cas de dissolution, elle doit être leur protectrice, & sans les dispenser du respect sacré qu'ils doivent à ceux qui leur ont donné le jour, sans examen de leur conduite, leur assurer un état qui a été une condition de leur existence.



LEGISLATION

DU

DIVORCE.

QUATRIEME PARTIE.

DÈS que la nécessité du rétablissement du divorce sera sentie par la souveraineté civile, il ne restera plus aucune difficulté sur le régime de cet usage également avantageux, comme nous venons de le voir, au prince & aux sujets. Dans les pays régis par la volonté d'un seul, l'émission d'une loi nouvelle n'est susceptible d'aucun empêchement, si cette loi a l'équité pour base & le bien général pour objet; parce que toutes les vues de ceux que le monarque consulte en ce cas, sont incessamment tournées sur l'honnête & l'utile.

Il ne seroit pas étonnant néanmoins que les légistes d'une nation se trouvassent à court sur le point que nous mettons en question. Quoiqu'il tienne au droit public dont ils sont instruits, plus de huit siècles de suspension ont placé le *divorce aux fins de se remarier après*, dans une espèce d'oubli, &

avec lui la tradition & les loix qui le fondent.

Quand une fois les hommes sont frappés d'une impossibilité absolue ou supposée , ils ressemblent à des chevaux qui n'essayeront plus leurs forces sur un fardeau qui a résisté à leurs premiers efforts. En vain le maréchal de Saxe, le président de Montesquieu & l'auteur *des Corps politiques*, ont réclamé le droit de la nature. Ce qu'ils ont dit du divorce a glissé sur les oreilles de leurs lecteurs. On ne supposoit pas la possibilité du divorce , on étoit donc bien éloigné de songer à le régir ; & je n'ai trouvé de ma vie qu'un seul homme de l'état commun qui , avant que la question s'élevât , ait osé croire que l'indissolubilité du mariage ne tint pas tellement à la religion , qu'on ne pût la briser sans se rendre coupable aux yeux de la divinité (1).

(1) Pourquoi , demandoit cet homme à des jurisconsultes , ne puis-je rejeter du sein de ma famille une femme qui la déshonore par sa scandaleuse conduite ? C'est , lui répondit-on , que la religion ne le permet pas. On lui citoit S. Matthieu , qui dit que celui qui renverra sa femme , si ce n'est pour adultère & en épousera une autre , sera lui-même adultère (a). Eh ! disoit-il , voilà précisément mon cas. La religion me permet donc de me sépa-

(a) *Quicumque dimiserit uxorem suam , nisi ob fornicationem , & aliam duxerit , mæchatur , & dimissam uxerit , mæchatur , Matth. 19. 9.*

On croyoit que le divorce tenoit à des points capitaux de religion ; on se persuadoit follement que Dieu a fait les hommes pour les rendre malheureux : on adoroit , en gémissant , un ordre qu'on croyoit émané du ciel même. Les ouvrages sur cette matiere , ont instruit peu à peu ; il faut redire souvent aux hommes la vérité , pour la leur faire sentir. Enfin , le *Mémoire sur la Population* , qui parut l'an-

ret d'une femme qui fait mon malheur , sans se rendre heureuse , & d'en épouser une autre. Je triomphe , l'Evangile est pour moi. Il nous semble que vous avez raison , repliquoient les jurisconsultes ; mais les docteurs ne le prétendent pas. Notre homme se fit copier le verset de S. Matthieu & fut trouver des docteurs. N'est-il pas vrai , messieurs , leur dit-il , que je puis quitter ma femme adultère & en épouser une autre ? Non vraiment , lui répondit l'assemblée. Mais , messieurs , ce que je vous-dis n'est pas de moi ; c'est S. Matthieu , ou plutôt J. C. lui-même qui l'a décidé. Tenez , voilà le passage. Les docteurs lurent , & après un moment de réflexion : connoissez-vous les *Décrétales de Grégoire IX* , les *Extravagances de Clément V* , & le *Concile de Trente* ? Ils font contre vous. Je ne connois nullement ces choses , dit le malheureux mari. Je m'en tiens à l'Evangile. Nous avonons , lui dirent , en sortant , quelques docteurs , que c'est tordre l'Evangile que de refuser le divorce dans quelques cas , comme l'adultère ; mais ce n'est pas nous qui avons décidé le contraire , & nous ne pouvons rien changer. Adressez-vous à la Puissance civile : à elle seule appartient de rétablir une loi qui , en épurant les mœurs , rend les peuples heureux , & fait aimer la religion.

Lorsque cette affaire se passa , elle ne fit aucun bruit , parce que , comme je l'ai dit , chacun désespérant de réussir dans sa demande , n'osoit la former.

née dernière , & qui fut suivi du *Cri de l'honnête homme* , ont forcé d'ouvrir les yeux sur une indissolubilité qui , en détruisant le bonheur de tant de particuliers , altère considérablement le bonheur général. Ces deux ouvrages apprivoisèrent l'oreille au mot *divorce* , & firent d'autant plus d'impression , qu'en en montrant la nécessité politique , ils prouverent qu'il étoit conforme à la religion , & nous apprirent que la Pologne , Etat Catholique , en avoit l'usage permanent. Le divorce devint la matière commune des conversations , & tant d'hommes & de femmes intéressés à rompre des nœuds qu'ils abhorrent , & qui sont déjà rompus dans le fait , crurent entrevoir un remède au mal qui les accable. La contradiction s'en mêla , parce qu'elle se mêle de tout , & un simple projet d'amélioration fut regardé par quelques-uns comme un bouleversement total des loix préétablies. On s'attacha surtout à prévenir contre le divorce ceux qui ont le plus d'intérêt à son rétablissement (1) , & qui sont le moins en état par le genre de leur éducation , de juger du bien ou du mal qui peuvent résulter d'un arrangement qui a

(1) Les femmes & les enfans,

pour base un calcul profond & une chaîne immense de réflexions sur la nature du bonheur particulier & général.

Il suffiroit de lire l'histoire des temps où le divorce étoit un acte légitime , pour se convaincre qu'alors les femmes & les enfans jouissoient de plus de bonheur qu'ils n'en possèdent aujourd'hui. Il ne faut pas se tromper soi-même : telle , qui se croit heureuse au milieu du désordre , s'en impose. Le chagrin suit de près la vie déréglée. Les enfans que l'inconduite de leurs parens rend libres dès la plus tendre enfance , n'attendent pas souvent l'âge mûr , pour se repentir d'avoir joui d'une liberté qui leur coûte à la fois & leur fortune & leur santé. C'est à cet âge qu'ils sentent , mais trop tard , qu'une éducation sévère est préférable à une liberté sans bornes ; que le plus sûr moyen , le seul même d'être heureux est d'avoir de la vertu ; qu'on ne l'acquiert pas toujours , pour l'entendre prêcher , & qu'un bon exemple vaut bien mieux qu'une multitude de préceptes.

Loin que l'intérêt des femmes & des enfans se trouve compromis par le rétablissement du divorce , il assure , au contraire , aux uns & aux autres un état

dont les prive très-ordinairement l'indissolubilité du mariage. Jamais aucune loi, même parmi les barbares, n'a négligé de pourvoir aux besoins de ces deux branches utiles & précieuses à tout Etat ; & que doivent-elles attendre d'une législation dont tous les principes sont puisés dans l'humanité ?

C'est toujours l'exemple qui régit. Il est le guide des hommes : se confiant seulement en l'expérience, ne pourroit-on pas répondre à ceux qui ne voient d'impossibilité dans l'usage du divorce que la difficulté de faire des loix qui assurassent, même à la partie coupable, un sort proportionné à son état, & qui déterminassent celui des enfans, que cette difficulté n'a point arrêté le genre humain dans l'exercice continuel qu'il a fait du divorce. En effet que sont devenues les femmes divorcées & les enfans nés avant le divorce depuis la création du monde ? Que deviennent ceux des pays où le divorce est un acte légitime & permis, tels que tous les pays réformés, ceux de l'Eglise Grecque & la Pologne ? Que deviennent enfin les maris & les femmes après le décès d'un des conjoints ? Que deviennent les enfans d'un premier lit ? Voilà ce que deviendroient après le divorce & les hommes & les femmes

& les enfans de tous les pays qui ne l'ont pas , s'ils l'admettoient sans promulguer de loi particuliere sur cet objet.

Mais il n'est pas à présumer que la France, en adoptant le divorce, abandonne cet utile établissement au sort des anciennes loix matrimoniales. Elles sont & trop diffuses & quelquefois trop séveres. Dans cette circonstance le pouvoir législatif déférera à des conseils pour parvenir au plus grand bien possible. C'est la conduite ordinaire d'un ministère éclairé, parce que plus il l'est, plus il se convainc de l'impossibilité de tout sçavoir & de tout connoître par soi-même.

Du concours des avis, se formera, sans doute, à l'aide d'un choix intelligent, un code du divorce qui sera clair, précis & tel que chacun y reconnoitra aisément son droit. Ce sera peut-être un plan pour diverses branches de notre législation qui tiennent trop de l'incertain, & qui par-là introduisent l'arbitraire.

Pour encourager nos citoyens, & même tous les peuples qui sont dans le cas où nous sommes par rapport à l'indissolubilité du mariage, nous allons hazarder ici nos sentimens sur le régime du divorce. Quoique les articles

qui suivent soient autant l'ouvrage de quelques jurisconsultes , que le nôtre , nous ne les proposons pas comme loi. C'est seulement un aperçu de la manière dont on peut régir le divorce en certains cas généraux. Malgré l'intention droite de suivre la nature & la raison , on s'écarte quelquefois de l'une & de l'autre : cette erreur tient à notre foiblesse. Cependant la crainte de se tromper ne doit pas retenir au point de ne rien proposer. Cette hardiesse n'est coupable que lorsqu'on donne à ses avis le ton de l'infailibilité. Des conseils présentés dans l'esprit du respect inviolable qu'on doit au pouvoir législatif , & dans l'intention d'en recevoir & d'être redressé si l'on a erré , ne sçauroient avoir de suites s'ils sont vains. Si dans la foule quelques-uns sont bons , sont adoptés comme tels , on jouit du plaisir pur & peut-être trop peu commun , d'avoir fait du bien aux hommes.

ESSAI sur la manière de régir le divorce.

A R T I C L E I.

Le mariage continuera d'être , comme il a toujours été , & comme l'e-

xige la pureté du Christianisme , un lien sacré , perpétuel & indissoluble , hormis dans les cas ci-après déterminés.

A R T. I I.

Toute femme , qui , sur la plainte de son mari , pourra être convaincue par la voie d'une information juridique , du crime d'adultere , sera dans le cas d'être par lui répudiée , c'est-à-dire , rejetée du sein de sa famille , & elle sera condamnée par la Justice , quand même le mari plaignant ne le désireroit pas , à être renfermée pendant cinq ans dans un couvent de refuge ou dans une maison de correction & de travail ; l'un ou l'autre , suivant la nature des circonstances & la condition des parties.

A R T. I I I.

Dans tous les cas d'une répudiation ainsi prononcée pour crime d'adultere , le contract civil qui unissoit les conjoints sera déclaré résilié & dissous , avec pleine liberté au mari de convoler à de secondes noces , lorsqu'il le jugera à propos.

A R T. I V.

Pendant la réclusion de la femme dégradée , le mari aura l'usufruit de

tous ses biens, à la charge de lui fournir une pension alimentaire qui sera à l'arbitrage du juge; mais qui, dans aucun cas, ne pourra être plus forte que le dixieme de son revenu, suivant l'estime commune & le taux auquel il est cottié aux Impositions du lieu où il demeure, & à charge aussi par le mari d'entretenir & d'élever convenablement les enfans, s'il y en a.

ART. V.

Après les cinq années de réclusion subie par une femme répudiée, le mari devra lui rendre, s'ils n'ont point procréé d'enfans, la moitié de la dot qui lui aura été constituée, & un quart seulement, s'il y a des enfans, pour lui tenir lieu de ses alimens qu'il ne sera plus chargé de lui fournir dès-lors. Le surplus de la dot, ensemble les bagues, bijoux & joyaux appartiendront en pleine propriété aux enfans, & le pere n'en aura la jouissance que jusqu'à leur établissement, (*) quelques puissent être

(*) On comprend, sous ce nom, d'établissement le cas où un jeune homme de condition se trouveroit d'acheter une charge militaire, de judicature &c. Dans lequel cas, c'est à la prudence des juges supérieurs à prononcer sur l'obligation où sont les pere ou tuteur de distraire ou d'aliéner les fonds qu'ils administrent, pour faire lesdites acquisitions.

être les clauses du contrat de mariage fait entre les parties , auquel il sera dérogé de plein droit & par le seul fait de la répudiation ; attendu que les conjoints ne pouvoient ni ne devoient prévoir un tel événement en se mariant.

A R T. V I.

S'il y a plusieurs enfans , & que l'un d'eux vienne à mourir , la faveur desdits enfans , qui dès-lors doivent être d'autant plus chers à la loi , qu'ils seront plus à plaindre dans la scission de leur famille , exige qu'en pareil cas les freres & sœurs se succèdent les uns aux autres , à l'exclusion d'un pere qui n'aura pu dissimuler un outrage par affection pour eux , & à l'exclusion d'une mere encore plus dénaturée qui se sera exposée à perdre ses droits sur ses enfans en les transmettant à une marâtre.

A R T. V I I.

S'il n'y a qu'un seul enfant , & qu'il vienne à décéder , la succession appartiendra par égale portion au pere & à la mere , ou à leurs héritiers , si l'un d'eux étoit mort,

ART. VIII.

Un mari qui voudra intenter contre sa femme une demande en réputation, ne pourra être écouté en justice, s'il étoit prouvé qu'il a eu lui-même une conduite & des mœurs reprehensibles ; mais ce sera alors le cas du divorce légal , auquel il ne sera néanmoins procédé que comme à un remede extrême qui afflige la Religion, que le vœu même de la loi repousse, mais devenu nécessaire pour éviter de plus grands désordres dans la société, & ce en la maniere seulement & pour les cas qui seront expliqués ci-après.

ART. IX.

Les causes pour lesquelles le divorce légal pourra être poursuivi , sont :
1°. La condamnation aux Galeres, au fouet, au bannissement perpétuel prononcée contre l'un des conjoints. 2°. La fuite de l'un ou de l'autre dans une terre étrangere sans manifestation préalable des motifs de cet abandonnement & avec de fortes raisons de croire que l'absent , quoique duement cité aux Prônes, aux marchés publics & à son

dernier domicile , n'a conservé aucun esprit de retour. 3°. La fureur & la démence. 4°. Une inimitié survenue entre les conjoints , & démontrée ou par des *séances* , & des mauvais traitemens très-graves , ou par une diffamation publique & réciproque de l'espèce la plus griève , ou par des embûches que l'un d'eux auroit dressées contre la vie , l'honneur & la fortune de l'autre. 5°. Enfin une manière de vivre si dissolue , si crapuleuse & si libertine qu'elle ne puisse être supportée raisonnablement par celui des conjoints qui s'en plaindra. Ces cinq causes ne pourront point être étendues par les juges à d'autres cas & au-delà des termes de la loi.

A R T. X.

L'action en divorce ne pourra s'intenter par commission levée ès chancelleries des présidiaux ou des parlemens , mais elle devra s'introduire par requête , contenant l'exposé succinct des faits qui en fonderont la demande ; & la connoissance en appartiendra au juge ordinaire qui exerce la police dans l'endroit où les parties seront domiciliées. L'appel de ces causes sera porté en la chambre matrimoniale

qui sera créée à cette fin dans chaque parlement.

A R T. X I.

Si les faits exposés dans la requête ne paroissent point assez graves au juge pour devoir opérer le divorce , il sera de sa prudence de supprimer cette requête en la rejettant & d'inviter , dans le plus grand secret , la partie mal conseillée qui s'étoit plainte à tort , à ne point faire éclater son mécontentement , pour ne point altérer l'honneur de sa famille , & troubler la paix de sa maison par des plaintes inutiles.

A R T. X I I.

Une requête étant présentée aux fins de divorce , si le juge trouve que la matiere & les circonstances soient disposées à l'admettre , quelques graves que soient les faits , il ne pourra intervenir qu'un premier jugement pour ordonner la communication de la requête à la partie contre laquelle l'action en divorce sera intentée.

A R T. X I I I.

La cause portée à l'audience , soit

que les deux parties consentent au divorce , soit que l'une d'elles y résiste , le juge n'en sera pas plus en droit d'y statuer à l'instant même & d'une manière définitive , mais il se contentera préparativement d'ordonner , sur les réquisitions de la partie publique , que les deux conjoints s'aviseront dans l'année , & cependant permis à la femme de se mettre , ou dans une communauté religieuse , à son choix , ou dans une maison particulière honnête , au choix de son mari , ou en tout cas à l'estime du juge , d'où elle ne pourra se retirer avant l'année , sans la permission du dernier.

A R T. X I V.

Cette maniere de prononcer sera censée être une invitation au pasteur du lieu , aux personnes de la famille & aux magistrats même qui auront rendu la sentence , à s'entremettre , pendant l'intervalle de cette séparation provisoire , à réconcilier les esprits divisés des deux conjoints , dans les cas où l'incompatibilité de leurs humeurs ou l'irrégularité de leurs déportemens auroient occasionné la poursuite du divorce.

A R T. X V.

Dans les cas de condamnation de peine afflictive , de fuite ou de démenche , les enfans seront réputés du jour de la requête présentée , orphélins de pere ou de mere , du chef de celui d'eux qui sera tombé dans l'un desdits cas , & il leur sera nommé un tuteur , pour faire inventaire & veiller à leurs intérêts en la maniere accoutumée.

A R T. X V I.

Dans les cas expliqués aux nombres 4 & 5 de l'article IX , il ne leur sera nommé qu'un curateur momentané qui , s'il ne peut empêcher , pour l'intérêt de ses pupilles , que l'action en divorce ne soit suivie , devra au moins voir ce qu'il y aura de plus avantageux à stipuler pour eux dans la circonstance , soit par rapport à leur entretien & à leur éducation , soit par rapport à leur fortune & aux droits qui pourroient leur être acquis , en proposant au juge , sur-tout , lorsqu'il sera en termes de prononcer sur le divorce , les arrangements & les expédients qu'il aura trouvés les plus convenables à l'un & à l'autre de ces deux égards.

A R T. X V I I.

Il sera du devoir, tant du juge que de ce curateur, de s'informer soigneusement de quel côté sont les défauts, les vices & les torts, pour faire en sorte que l'éducation & la garde des enfans soient adjudgées à celui du mari ou de la femme qui s'en trouvera le plus digne par sa conduite & ses sentimens; & pour peu que la réputation de l'un & de l'autre soit équivoque, ou que les juges estiment nécessaire ou convenable de retirer les enfans des mains des disjoints, les colleges, les couvents ou les hôpitaux, institués à cet effet, seront leur retraite; & ce à raison de leur condition.

A R T. X V I I I.

Comme il convient aux enfans de famille de se former un état, avant que de se marier, & qu'ils n'y peuvent parvenir que par l'acquisition de charges militaires ou autres; dans ce cas ils s'adresseront avec leur tuteur au juge, qui pourra, suivant les circonstances, leur permettre de vendre ou engager une portion de ces biens pour faire l'acquisition desdites charges,

desquelles ils ne pourront plus disposer en aucune maniere, sans recourir à la justice, jusqu'à leur majorité.

A R T. X I X.

Dans les cas ordinaires, les fils suivront le pere, & les filles la mere, qui devra aussi prendre soin des garçons en bas âge & qui n'auront point encore atteint leur fixieme année.

A R T. X X.

Si c'est le mari qui poursuit le divorce, il sera tenu de se reconnoître débiteur envers les enfans de la dot qu'il a reçue de leur mere, & de donner bonne & suffisante caution qui sera reçue en justice en la maniere ordinaire, tant pour le principal d'icelle, que pour les intérêts qu'il sera obligé d'en payer de fix mois en fix mois, & toujours une demi - année d'avance, faute de quoi, il pourra être poursuivi au remboursement, comme d'une dette ordinaire, à la requête du tuteur de ses enfans, qui seul aura qualité pour cela; & ce nonobstant, il n'en sera pas moins tenu de nourrir, entretenir & élever convenablement ceux desdits enfans qui seront restés à sa charge.

A R T. X X I.

S'il n'existe point d'enfans, le mari poursuivant le divorce pour l'une des causes urgentes mentionnées ci-dessus, sans quoi sa requête ne pourroit être admise, n'aura d'autres offres à faire que de restituer la dot qu'il a reçue; & la femme, qui se trouvera dans les mêmes circonstances, n'aura d'autre renonciation à dénoncer, que celle de son douaire & de ses gains nuptiaux; mais il dépendra du ministère & de la vigilance de la partie publique, de faire condamner l'un ou l'autre des deux, sçavoir celui qui aura donné occasion au divorce, à une aumône raisonnable, au profit des maisons qui seront établies pour y recevoir les enfans des gens absolument pauvres & hors d'état de gagner leur vie, & qui auront obtenu la permission de faire divorce; laquelle aumône sera prise soit sur la dot, si les torts sont du côté de la femme, soit sur les gains nuptiaux, s'ils sont du côté du mari, & même sur tous les deux, si les torts sont réciproques & mutuels; bien entendu, cependant que cette aumône devra se régler suivant la fortune & l'état des parties, & qu'elle ne pourra jamais excéder le tiers de l'objet sur lequel elle sera prise.

A R T. X X I I.

Il y a lieu de croire que des mesures aussi réprimantes , sur l'effet desquelles les deux parties auront eu le loisir de réfléchir sérieusement pendant le temps de leur séparation provisionnelle , pourront empêcher que bien des divorces ne soient tentés , & que d'autres ne soient suivis ; mais si , après l'année révolue , l'un des deux conjoints persistoit dans sa demande , & vouloit absolument le divorce , le juge ne pourra plus alors différer de le prononcer , & ce qui est porté par les articles 18 , 19 , 20 , & 21 lui servira de regles pour y conformer sa décision touchant l'état & l'intérêt des parties.

A R T. X X I I I.

L'effet du divorce légal sera de remettre l'homme & la femme , entre lesquels il aura été prononcé , dans leur premier état de liberté , comme s'ils n'avoient jamais été mariés , sans cependant que l'un ni l'autre puissent convoler en secondes nûces avant le temps fixé par la loi , à peine d'être rigoureusement punis.

A R T. X X I V.

Ce temps sera de deux ans contre

celui qui a poursuivi le divorce , & d'un an seulement contre celui qui y a défendu ; & , s'il paroïssoit par des liaisons suspectes de l'une des parties avec une personne d'un autre sexe , que le divorce n'ait été recherché que dans la vue déterminée de l'épouser en secondes nûces , non-seulement la défense de se remarier pourra être prolongée , quant à elle , à un plus long délai , selon la prudence du juge ; mais il sera du ministère & de la vigilance de la partie publique de requérir , en pareil cas , une interdiction relative , pour le fait de mariage , contre de telles personnes , & de poursuivre contre elle la punition la plus exemplaire , si elles s'avisent d'y contrevenir.

A R T. X X V.

Enfin , il conviendra de dire , qu'après qu'une même personne aura usé deux fois du divorce légal , elle ne pourra convoler à de nouvelles nûces qu'avec l'autorisation du magistrat , & que celui ou celle qui l'épousera en troisiemes nûces ne pourra être admis que sous des motifs graves à invoquer le bénéfice des loix pour demander à s'en séparer.

CONCLUSION.

C E seroit ici le lieu de répondre à quelques objections qu'on a faites contre le divorce ; mais quel arrangement est sans inconvéniens ? Il seroit plus rare encore d'en trouver un qui fût à l'abri des objections. Il ne s'agit , pour aller au grand bien , que de choisir , entre les divers systêmes , celui dont les avantages l'emportent.

Les seules objections recevables contre un projet , dans des temps aussi éclairés que le nôtre , seroient celles qui naîtroient de la lésion de la religion , de l'intérêt du pouvoir civil , ou de celui des particuliers.

Le divorce , en rendant aux humains une liberté dont il semble qu'on n'a jamais pu raisonnablement le priver , leur fait aimer la religion , & ramène à la vérité une multitude que des loix trop contraignantes éloignoient. Vrai principe de concorde & de fécondité , il fortifie le gouvernement qui l'admet , en multipliant le nombre des sujets , & sur-tout en les rendant heureux.

Qu'après cela on objecte contre le divorce , qu'on a bien de la peine à

former une fortune assez considérable pour se marier une fois ; qu'il sera plus difficile encore de parvenir à de nouvelles nôces. Je répondrai qu'il importe peu au bonheur de l'État qu'il y ait beaucoup de ménages très-riche : il lui suffit qu'il y ait un grand nombre de ménages très-peuplans. A l'exception d'un petit nombre de princes , de grands , obligés par état de figurer , & chez lesquels doit se manifester la splendeur de la monarchie , les fortunes immenses , loin d'être utiles , nuisent. On en sent la raison ; on l'a éprouvé. La plus grande subdivision dans les fortunes décele une grande subdivision dans les générations : elle est l'annonce d'une fécondité qui est la base de la richesse & du bonheur des familles , & ensuite du bonheur général de la république.

Rien de mieux établi que les mariages de convenance ; mais il faut que la convenance s'étende jusqu'au goût & à l'inclination des personnes qui contractent. Que les avantages pécuniaires déterminent en quelques cas , à la bonne heure ; mais s'ils l'emportent sur le sentiment de répugnance ou de haine , si ces avantages font renoncer au devoir & au besoin de se donner une postérité , ou portent à la

réduire au moindre terme ; alors il faut les rejeter , parce que les vues de la nature & de la religion sont les plus génériques , & sont celles qu'il est le plus indispensable de remplir.

Lequel est le plus utile à l'Etat d'un particulier, riche de cent mille livres de rente , sans enfans , ou d'un autre particulier qui en possède autant , mais qui a cinq enfans ?

Le premier ne peut consommer son revenu en utile ; il faut nécessairement qu'il en dépense une partie en un luxe frivole.

Je suppose qu'il dépense pour sa table - - - - -	20000 liv.
Pour se loger & s'habiller -	10000.
Pour le domestique utile -	10000.
Pour ses menus plaisirs - -	10000.

Ce qui fera un total de - - 50000.

Il lui reste 50 mille livres qu'il dépense en un luxe inutile. C'est-à-dire qu'il dérobe aux terres 4 paysans qui ne produisent plus rien , & qui privent la nation d'un produit d'au moins 400 francs ; que pour sa part il occupe au moins six ouvriers en choses inutiles , qui vivent & qui , à la vérité , payent l'impôt sur leur consommation , mais qui vivroient & qui paieroient , non en déduction de la masse

circulante d'especes , mais sur le produit des matieres premieres qu'ils extirperoiént du sein de la terre , & dont le reste , après leur nourriture prise & l'impôt payé , iroit se confondre dans la masse de la richesse publique & l'augmenteroit réellement.

Il résulte encore de cet arrangement un inconvénient : c'est que le valet demeure célibataire , & que l'ouvrier attiré dans la ville s'y corrompt , y peuple peu , & qu'au lieu de remplir dans les champs ou dans les arts utiles sa vraie destination , il détruit la proportion qui doit régner entre le producteur & le consommateur : en sorte que d'un côté on ôte le numéraire d'hommes utiles , & que de l'autre on augmente la classe indifférente au moins , si elle n'est destructive. (1) Cependant il faut observer que la classe des producteurs dans un pays tel que la France , abondant en denrées de toute espece , ne fera pas moins riche à proprement parler , lorsqu'elle sera portée au plus grand nombre , parce-

(1) » Lorsque dans une contrée le rapport de
» ceux qui travaillent à ceux qui ne font rien , va
» toujours en diminuant , il faut à la longue que les
» bras qui s'occupent ne puissent plus suppléer à
» l'inaction de ceux qui demeurent oisifs & que la
» condition de la fainéantise y devienne onéreuse à
» elle-même » *Encycl. art. Egypte.*

que tout ce qui pourroit arriver de sa progression immense seroit qu'elle regorgeât de choses utiles. Elle seroit donc riche en ce sens , qu'elle auroit surabondamment le nécessaire , & pauvre en ce sens seulement , qu'elle seroit privée du superflu. Mais , le cas arrivant , nul inconvénient ne s'ensuivroit : de l'abondance de l'utile , naîtroit naturellement l'agréable ; & le besoin des voisins convertissant nos denrées en or , nous aurions bientôt l'avantage de la balance dans le commerce. C'est alors que toutes les classes de l'Etat auroient , chacune , l'espece de richesse qui leur convient.

Nous sommes dans une situation contraire. Aussi avons-nous un numéraire considérable de richesse circulante ; nous sommes riches de représentation. Si nous continuons à dépeupler nos campagnes , il faudra nécessairement que nous échangions une partie , & peut-être une partie considérable de notre richesse de convention , contre une portion de la richesse réelle de nos voisins , qui nous manque. Qui remplacera cette dépense ? Ce ne peut être le commerce. Elle ne peut être remplacée que par un produit réel tiré du fond de la terre & de l'apprêt des matieres premieres. Mais pour extirper

du sol un produit qu'il renferme , il faut des bras : il est donc bien démontré que des mariages pauvres & peuplans , sont préférables à des mariages riches & stériles.

F I N.

